

Marie-Claude Prémont

Professeure titulaire, ENAP

Curriculum vitae

5 novembre 2023

1. Adresse professionnelle _____	2
2. Formation _____	2
3. Langue _____	2
4. Expérience académique et professionnelle _____	2
5. Associations et Ordres professionnels _____	3
6. Enseignement _____	4
7. Publications _____	4
8. Communications et conférences _____	16
9. Activités inter-universitaires ou contributions à des organismes publics _____	31
10. Activités universitaires _____	32
11. Subventions et contrats de recherche _____	33
12. Étudiants aux études supérieures _____	36
13. Interventions dans les médias _____	38

1. ADRESSE PROFESSIONNELLE

Professeure titulaire
École nationale d'administration publique (ENAP)
4750, avenue Henri-Julien, 5^e étage
Montréal, QC H2T 3E5

Tél : 514-849-3989, poste 3707

Courriel : marie-claude.premont@enap.ca

Bureau 5077

2. FORMATION

<u>Diplôme</u>	<u>Institution</u>	<u>discipline</u>	<u>Année</u>
B. Sc. Appliquées	Université de Sherbrooke	génie chimique	1979
LL.L.	Université Laval	droit	1983
Examens du Barreau	École de formation du Barreau du Québec	droit	1984
Ph.D.	Université Laval	droit	1996

3. LANGUE

Français (parlé et écrit)

Anglais (parlé et écrit)

4. EXPÉRIENCE ACADÉMIQUE ET PROFESSIONNELLE

<u>Poste occupé</u>	<u>Institution</u>	<u>Dates</u>
Stagiaire en génie	Rayonier, Port-Cartier, QC	1976-1977
Assistante de recherche	University of Ontario Faculty of Engineering	1978
Stagiaire au Service technique	Pétrofina et Pétro-Canada, Montréal	1977 et 1979
Ingénieure de projets	Esso Resources, Calgary, Alberta	1980
Stagiaire en droit	Clarkson, Tétrault, Drouin, QC	1984-1985
Stage de recherche	Centre de recherche Informatique et Droit, Faculté de droit, Namur, Belgique	1989

Consultante	Ministère des Communications du QC	1987 — 1990
Consultante	Working Group 5, Eurocards, Union Européenne	1994 — 1995
Professeure adjointe	Faculté de droit, Université McGill	1995 — 2001
Professeure agrégée	Faculté de droit, Université McGill	2001 — 2007
Vice-doyenne aux études supérieures	Faculté de droit, Université McGill	2004 — 2007
Professeure agrégée	ENAP (École nationale d'administration Publique)	2007 — 2008
Professeure titulaire	ENAP (en cours)	2008 —
Co-directrice	CRDT (Centre de recherche en développement territorial)	2018 — 2021
Membre du CA	TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire – regroupement de liaison et transferts de résultats de recherche)	2018 — 2020
Membre	Conseil scientifique de l'Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris.	2022 —

5. ASSOCIATIONS ET ORDRES PROFESSIONNELS

APPEGGA (1980) (Association of Professional Engineers, Geologists and Geophysicists of Alberta)

Ordre des Ingénieurs du Québec (OIQ) (1984 — 2022; membre à la retraite depuis 2023)

Barreau du Québec (1985 —)

Association du Barreau canadien (ABC) (1987 — 1990)

Association des professeurs de droit du Québec (APDQ) (1996 —)

Association québécoise de droit comparé (AQDC) (1998 —)

Association de santé publique du Québec (ASPQ) (1997 — 2002)

Association internationale des études québécoises (AIEQ) (2003 — 2010)

Association canadienne des professeurs de droit (ACPD) (2000 — 2007)

Association canadienne de santé publique (ASPQ) (2006 — 2010)

6. ENSEIGNEMENT

Mise en nomination pour le J. Durnford Teaching Award de la Faculté de droit de l'Université McGill en 2004-05 et 2006-07

Droit des biens (6 crédits)

Linguistic and Literary Approaches to the Law (2 crédits)

Fondements du droit canadien (3 crédits)

Obligations II (6 crédits)

Theoretical Approaches to the Law (Graduate) (3 crédits)

Le droit à l'intégrité physique du travailleur (2 crédits)

Obligations extra-contractuelles / délits (5 crédits)

Contentieux administratif (3 crédits)

Enjeux de la fiscalité locale au Québec (2 crédits)

Legal Research and Methodology (Graduate) (4 crédits)

Droit municipal (3 crédits)

Séminaire d'intégration en management municipal (série de 9 séminaires, 1 crédit chacun)

Droit de la santé et des services sociaux (3 crédits)

Gouvernance municipale au Québec : des enjeux multiples (2 crédits; Séminaire à Sc.Po Lille, comme professeure invitée, hiver 2023)

7. PUBLICATIONS

(Par catégorie, et par ordre chronologique ascendant)

Articles dans revues savantes, avec comité de pairs

1. **M.-C. Prémont**, « Les transferts de technologie nord-sud en matière de télécommunications par satellite », [1986] 27 *Les Cahiers de Droit*, no. 4, p. 853-889.
2. **M.-C. Prémont**, « L'entreprise privée sur la scène des télécommunications internationales par satellite », [1986] XI *Annales de droit aérien et spatial*, p. 259-285.
3. **M.-C. Prémont**, « Le casse-tête de l'information gouvernementale ou comment vendre ce qu'on doit donner? », [1990] 2 *Technologies de l'information et société*, no. 3, p. 8-37.
4. **M.-C. Prémont**, M. Tancelin, « L'indemnisation des victimes d'accident du travail : une histoire de contre-courants », [1998] 39 *Les Cahiers de Droit*, p. 233-260.
5. **M.-C. Prémont**, « La fiscalité locale au Québec: de la cohabitation au refuge fiscal », [2001] 46 *Revue de droit de McGill/McGill Law Journal*, 713-778.

6. **M.-C Prémont**, « L'œuvre sociale des juristes leplaysiens au Québec : une première loi des accidents du travail », [2002] *Les Études Sociales*, no. 135-136, p. 155-174.
7. **M.-C. Prémont**, « Le sens de l'événement. La réingénierie québécoise version municipale », [2005] 60/61 *Flux. Cahiers scientifiques internationaux réseaux et territoires*, p. 69-82.
8. **M.-C. Prémont**, « L'affaire Chaoulli et le système de santé du Québec. Cherchez l'erreur. Cherchez la raison », [2006] 51 *Revue de droit de McGill/McGill Law Journal*, p. 167-195.
9. **M.-C. Prémont**, « La garantie d'accès aux services de santé : analyse de la proposition québécoise », [2006] 47 *Les Cahiers de Droit*, p. 539-580.
10. **M.-C. Prémont**, « Wait-time guarantees for health services : an analysis of Quebec's reaction to the *Chaoulli* supreme court decision », *Health Law Journal*, 2007, Vol. 15, p. 43-86 □traduction et mise à jour de l'article paru en 2006 dans *Les Cahiers de Droit* □
11. **M.-C. Prémont**, «Clearing the Path for Private Health Markets in Post-Chaoulli Quebec», [2008] *Health Law Journal*, Special Edition, Vision, p. 237-264.
12. **M.-C. Prémont**, « Le rôle émergent des contrats dans le réseau sociosanitaire québécois », *Le Point en administration de la santé et des services sociaux*, Vol. 4, no. 2, été 2008, p. 26 à 29.
13. **M.-C. Prémont**, « Les échelles municipales et la répartition des compétences locales au Québec », *Collectivités territoriales*, Revue Lamy, Kluwer, avril 2009, p. 69-75.
14. **M-C Prémont**, « Tous pour un ou un contre tous? L'arme de l'intérêt public entre les mains d'un usager », *Santé, Société et solidarité*, 2009, no. 2, p. 79-83.
15. S. Belley, G. Divay, **M-C Prémont**, « L'éthique municipale : quand la démocratie de proximité doit faire maison nette sur les plans juridique, politique et administratif », *Éthique Publique*, Vol. 11, no. 2, automne 2009, p. 179-184.
16. R. Hébert, **M.-C. Prémont**, « Les coopératives de santé : un apport ou une menace au système de santé québécois? », *Le Point en administration de la santé et des services sociaux*, Vol 6, no. 2, été 2010, p. 42-46.
17. R. Hébert, **M-C Prémont**, « Les coopératives santé : entre compétition commerciale et solidarité sociale », *Revue juridique Thémis*, Vol. 44, no. 3, décembre 2010, p. 273- 323.
18. G. Divay, S. Belley, **M-C Prémont**, « La collaboration intersectorielle : spécificités, questionnements et perspectives », *La Revue de l'innovation : La revue de l'innovation dans la secteur public*, Vol. 18(2), 2013, article 1.
19. **M-C Prémont**, « La loi et l'action intersectorielle de l'administration publique territorialisée au Québec », *La Revue de l'innovation : La revue de l'innovation dans la secteur public*, Vol. 18(2), 2013, article 5.
20. Antoine Boivin, Isabelle Marcoux, Geneviève Garnon, Evert vanLeewen, Nicholas Mays, Raynald Pineault, **Marie-Claude Prémont**, Pascale Lehoux, « Independent research is needed to inform end-of-life policy choices », *Canadian Medical Association Journal*. Published online on October 28, 2013.
21. **M.-C. Prémont**, « L'étonnante construction juridique de l'énergie éolienne au Québec », [2014] *Revue internationale de droit et politique de développement durable*, Vol. 10, no. 1, p. 10-32.

22. **M.-C. Prémont**, M.-A. Gagnon, « Trois types de stratégies des fabricants pour la fidélisation aux médicaments de marque », [2014]10 *Healthcare Policy*, no. 2, p. 79-89.
23. Pascal Lavoie et **M.-C. Prémont**, « Le métro de Montréal et son financement: entre surenchère de gouvernance et déficit de gouverne », *Gouvernance*, Vol. 12, No. 1, 2015, p. 34 à 53.
24. **M.-C. Prémont**, (2015) « Les municipalités québécoises et le développement économique par la fiscalité : back to the future? », *Organisations et Territoires*, Vol. 24, no. 3, p. 61 – 67.
25. **M.-C. Prémont**, « Le cadre juridique des droits de production hydroélectrique au Saguenay-Lac-Saint-Jean » in M.-U. Proulx, « Forum pacte social aluminium », rapport exécutif, 25 *Organisations & Territoires*, 2016, no. 3.
26. **M.-C. Prémont**, « Fiscalité des barrages et centrales », in M.-U. Proulx, « Forum pacte social aluminium », rapport exécutif, 25 *Organisations & Territoires*, 2016, no. 3
27. B. Campbell, **M.-C. Prémont**, “What is behind the search for social acceptability of mining projects? Political economy and legal perspectives on Canadian mineral extraction”, (2017) *Mineral Economics* Vol. 30, no. 3, p. 171-180 (DOI: 10.1007/s13563-017-0123-x).
28. **M.-C. Prémont**, C. Verbauwheide, « Canadian Legislatures and the Regulation of the Private Healthcare Industry », *University of Toronto Law Journal*, Volume 68 Issue 2, Spring 2018, p. 231-258.
29. **M.-C. Prémont**, « Le droit public et l’interface politico-administrative : le contrôle de l’abus de pouvoir », *Éthique publique* (en ligne), vol. 20, no 1, 2018.
30. **M.-C. Prémont**, « La justice négociée de l’énergie éolienne au Québec », [2019] 60 *Les Cahiers de droit*, no. 2, p. 327 – 365.
31. **M.-C. Prémont** et M-U Proulx, « L’hydroélectricité du Québec et les grandes régions productrices », numéro spécial de la revue *Organisations & Territoires*, Vol. 29, no. 1, 2020, p. 83 à 97.
32. **M.-C. Prémont**, M-E Couture-Ménard et G. Brisson, « L’état d’urgence sanitaire au Québec : un régime de guerre ou de santé publique? », (2021) 55 (RJTUM) *Revue Juridique Thémis de l’Université de Montréal*, no.1, p. 233 – 279.
33. E. Kasagi et **M.-C. Prémont**, « L’égalité d’accès aux soins dans les systèmes de santé à vocation universelle : l’exemple du Japon et du Québec (1^{re} partie) », RDSS (*Revue de droit sanitaire et social*), Mai-Juin 2021, p. 464 – 476.
34. E. Kasagi et **M.-C. Prémont**, « L’égalité d’accès aux soins dans les systèmes de santé à vocation universelle : l’exemple du Japon et du Québec (2^e partie) », RDSS (*Revue de droit sanitaire et social*), Juillet-août 2021, p. 649 – 660.
35. R. Allemand et **M.-C. Prémont**, « L’énergie éolienne en France et au Québec : l’atterrissage sur le territoire d’une politique volontariste de l’État central », *Revue de la recherche juridique*. 2021-2 RRJ (décembre 2021), p. 1381 à 1410.
36. **M.-C. Prémont** et F. Tremblay-Racicot, « Le pouvoir de redevance réglementaire des municipalités du Québec : un outil propice au développement urbain durable et à l’équité fiscale », (2019) 49 *Revue de droit de l’Université de Sherbrooke*, nos 2 et 3, p. 315 à 407 (paru janvier 2022).
37. **M.-C. Prémont** et R. Allemand, « Le risque de conflits d’intérêts des élus locaux : le cas de l’énergie éolienne au Québec et en France », *Revue de la recherche juridique*, RRJ-2022-1, p. 396 - 435.

38. **M.-C. Prémont**, « La cohabitation de modèles distincts au sein du régime de soins de santé au Québec (Canada) », *Médecine/Sciences*, 2022, no. 38, p. 472-476.
39. F. Tremblay-Racicot, **M.-C. Prémont**, K. Leclair, « Overview of ecofiscal powers for municipalities : implementation of new measures in Québec ». *Canadian Public Administration/ Administration publique du Canada*, 2023, 1-20, DOI : 10.1111/capa.12521.
40. **M.-C. Prémont**, « L’ancrage de la production d’aluminium primaire par les ressources hydrauliques de la périphérie québécoise », *Cahiers de géographie du Québec*, (co-direction du numéro avec M.-U. Proulx); vol. 66, no. 186, décembre 2021, p. 205-217 (paru octobre 2023).

Livres et monographies

1. **M.-C. Prémont**, *Tropismes du droit. La logique métaphorique et la logique métonymique du langage juridique*, collection Le droit aussi..., Liber et Thémis, 2003, 186 p.
2. D. Demers, F. Fournier, M. Lemire, P. Péladeau, **M.-C. Prémont**, D. J. Roy, *Le réseautage de l’information de santé. Manuel pour la gestion des questions éthiques et sociales*, IRCM, 2004, 268 p (également traduit en anglais et disponible sous forme électronique sur le site web de Santé Canada).
3. Y. Fournis, M.-J. Fortin, G. Brisson, G. Chiasson, **M.-C. Prémont** (dir.), *L’économie politique des ressources naturelles au Québec*, Collection vie économique, PUL, 2018, 225 p.
4. M.-U. Proulx et **M.-C. Prémont** (réd.), *La politique territoriale du Québec : 50 ans d’audace, d’hésitations et d’impuissance*, PUQ, 2019, 394 p.

Contributions à un ouvrage collectif, avec évaluation de pairs

1. **M.-C. Prémont**, « Données personnelles et secret de la vie privée, Approche nord-américaine », in E. Mackaay (éd.), *Nouvelles technologies et propriété*, Les Éditions Thémis, 1991, p. 153-174.
2. **M.-C. Prémont**, « Le dilemme leplaysien aux sources du droit social français et québécois », in *Libres propos sur les sources du droit. Mélanges en l’honneur de Philippe Jestaz*, Paris, Dalloz, 2006, p. 459-479.
3. **M.-C. Prémont**, « Le rôle de la fiscalité selon l’École de Le Play : une orientation pour le Canada français ? », in A. Savoye, F. Cardoni (éd.), *Frédéric Le Play. Parcours, audience, héritage*, Paris, Les Presses Mines Paris, Collection sciences sociales, 2007, p. 211 – 238.
4. **M.-C. Prémont**, “Bill 33 : The Fallout from the Chaoulli Decision in Quebec and its Impact on Equity in Health Care”, in B. Campbell, Greg Marchildon (ed.), *Medicare. Facts, Myths, Problems & Promise*, Toronto, Lorimer & Co. ltd Publishers, 2007, p.192-196.
5. **M.-C. Prémont**, « Le système de santé québécois et l’intervention de la Cour suprême du Canada fondée sur les droits de la personne », in F. Béland, A-P Contandriopoulos, A Quesnel-Vallée, L. Robert (dir.) *Le privé dans la santé. Les discours et les faits*, Montréal, PUM, 2008, p. 281-300.
6. **M.-C. Prémont**, « L’accès aux soins de santé et les droits économiques et sociaux : un face à face périlleux », in P. Bosset, L. Lamarche (réd.), *Droit de cité pour les droits économiques, sociaux et culturels. La Charte québécoise en chantier*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2011, p. 235-271.
7. **M.-C. Prémont**, « “C’est un grand art que de vendre du vent”, ou le développement de la filière éolienne au Québec », dans par M.-J Fortin, Y Fournis, et F L’Italien (red.) *La transition énergétique en*

chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie, 2016, Collection Vie économique, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, p. 123 à 146.

8. **M.-C. Prémont**, « Demande d'enquête pour manquement en éthique et déontologie des élus municipaux », G. Rousseau (dir.), *Droit municipal : recours et modes de règlement des différends*, LexisNexis, 2016, p. 177- 205.
9. **M.-C. Prémont**, « Le pilotage du territoire pour le développement de l'hydroélectricité : le cas de la ville de Saguenay au Québec », dans S. Belley et D. Saint-Pierre (dir.), *L'administration des territoires et les instruments de l'action publique*, Québec, PUQ, collection Administration publique et gouvernance, 2017, p. 179 – 209.
10. **M.-C. Prémont**, « Shawinigan : premier modèle historique du développement territorial de la grande hydroélectricité du Québec », dans Charles François Mathis et Geneviève Massard-Guilbaud, *Sous le soleil. Systèmes et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours*, Éditions de la Sorbonne, 2019, p. 111 – 130.
11. **M.-C. Prémont**, « L'hydroélectricité du Québec sous tension », in Stéphane Paquin et Hubert Rioux (réd.), *La Révolution tranquille 60 ans après*, chapitre 9, PUM, 2022, p. 175 à 195.

Ouvrages collectifs ou revues sans révision de pairs

1. **M.-C. Prémont**, « Le sens du texte juridique: entre le texte de droit et le *droit* » in C. Thomasset, R. Côté, D. Bourmier (éd.) *Le droit saisi par l'ordinateur*, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1993, p. 87-91.
2. **M.-C. Prémont**, « François Gény et la responsabilité civile », in C. Thomasset, J. Vanderlinden, P. Jestaz (dir.), *François Gény, mythe et réalités. 1899-1999*, Centenaire de Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif: essai critique, Les Éditions Yvon Blais, Dalloz, Les Éditions Bruylant, Collection Études, 2000, p. 101-160.
3. **M.-C. Prémont**, « Le faux en droit civil, note de synthèse », in N. Kasirer, *Le faux en droit privé*, Les Éditions Thémis, 2000, p.181-191.
4. **M.-C. Prémont**, « Les discours d'inclusion et d'exclusion en réaction à la réforme municipale au Québec », in D. Castillo Durante et al (dir.), *Exclusions / Inclusions. Déplacements économique-symboliques et perspectives américaines*, Legas, Ottawa, 2005, p. 135-144.
5. **M.-C. Prémont**, « Montréal face à Québec. La longue histoire des recompositions territoriales dans la région métropolitaine de Montréal », in L. Bherer et al (dir.), *Jeux d'échelle et transformation de l'État : le gouvernement des territoires au Québec et en France*, PUL, 2005, p. 47-62.
6. **M.-C. Prémont**, « Le droit comme trompe-l'œil : l'exemple de la modernisation du droit de la santé », in P. Noreau, L. Rolland (dir.), *Mélanges Andrée Lajoie - Le droit une variable dépendante*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, p. 691-729.
7. **M.-C. Prémont**, « Le droit de la gouverne municipale : terrain d'essai de la gouverne nationale ? », in P. Noreau (éd.), *Le droit à tout faire : exploration des fonctions contemporaines du droit*, Montréal, Éditions Thémis, 2008, p. 139-156.
8. **M.-C. Prémont**, « Qui guidera l'éthique municipale ? Les propositions du Groupe de travail sur l'éthique dans le milieu municipal », Denis Lemieux et Pierre Giroux, *Contrats des organismes publics*

québécois, CCH, 2009, et dans le bulletin électronique Bulletin municipal et droit public, septembre 2009, Vol. 11, no. 3.

9. **M.-C. Prémont**, « Contrats publics et pouvoirs privés », *L'État du Québec 2010*, Montréal, Boréal, Institut du Nouveau Monde, p. 68-73.
10. **M.-C. Prémont**, « Les soins de santé a mare usque ad mare. Les rôles du fédéral et des provinces face au financement privé », in Robert Bernier (dir.), *L'espace canadien : mythes et réalités*, Québec, PUQ, 2010, p. 139-166.
11. R. Lamontagne, **M.-C. Prémont**, « Le secteur de la santé et des services sociaux au Québec : au cœur des enjeux de l'administration publique », in N. Michaud (dir.), *Secrets d'États ? Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, Québec, PUL, 2011, p. 529 à 558.
12. S. Belley, G. Divay et **M.-C. Prémont**, « Le secteur municipal au Québec : enjeux juridiques, politiques et administratifs », in N. Michaud, *Secrets d'États ? Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, Québec, PUL, 2011, p. 584 à 608.
13. S. Belley, G. Divay, **M.-C. Prémont**, « Le grand dérangement municipal de 2002 : regards sur une réforme inachevée », *L'État du Québec 2012*, Montréal, Boréal, Institut du Nouveau Monde, 2012, p. 435-442.
14. **M.-C. Prémont**, « Hydro-Québec et le délestage des grandes régions productrices d'hydroélectricité », in Robert Bernier (dir.), *Les défis québécois : conjonctures et transitions*, PUQ, 2014, p. 31-58.
15. S. Belley, G. Divay, **M.-C. Prémont**, « Autonomie renforcée et gouvernance de proximité : le pari des maires », *L'État du Québec 2015*, Montréal, Boréal, Institut du Nouveau Monde, 2015, p. 225-231.
16. **M.-C. Prémont** et M.-U. Proulx, 2016, « L'exploitation de l'hydroélectricité en région périphérique québécoise : des modèles contre le territoire », in M.-J. Fortin, G. Chiasson, M. Flamand-Hubert, Y. Fournis et F. L'Italien (dir.), *Ressources naturelles, gouvernance et collectivités*, Éditions du GRIDEQ, Tendances & débats en développement régional, p. 139- 163.
17. R. Lamontagne, **M.-C. Prémont**, « Le secteur de la santé et des services sociaux au Québec : au cœur des enjeux de l'administration publique » (chapitre 16), in N. Michaud (éd.), *Secrets d'États ? Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, 2^e édition, Québec, PUL, 2017, p. 487-526.
18. S. Belley, G. Divay et **M.-C. Prémont**, « Le secteur municipal au Québec : enjeux juridiques, politiques et administratifs » (chapitre 18), in N. Michaud (éd.), *Secrets d'États ? Les principes qui guident l'administration publique et ses enjeux contemporains*, 2^e édition, Québec, PUL, 2017, p. 555-590.
19. **M.-C. Prémont**, G. Divay, « La réforme municipale en cours : fracture entre les grands centres urbains et les régions » *L'État du Québec 2018*, Montréal, Institut du Nouveau Monde, 2017, p. 276-281.
20. Y Fournis, M-J Fortin, **M-C Prémont**, P-H Bombenger, « Le sous-secteur éolien et la gouvernance du vent », chapitre 2, dans Y. Fournis, M.-J. Fortin, G. Brisson, G. Chiasson, M.-C. Prémont (dir.), *L'économie politique des ressources naturelles au Québec*, Collection vie économique, PUL, 2018, p. 67 à 136.

21. **M.-C. Prémont**, « Les municipalités : entre pouvoirs et devoirs. Réflexions sur les pouvoirs d'urbanisme », in G. Divay (dir.), *Le management municipal. Un gouvernement de proximité?*, Québec, PUQ, tome 1, coll., « Administration publique et gouvernance », 6, 2019, p. 107-133.
22. **M.-C. Prémont**, « Ces réformes municipales qui n'ont pas abouti », in M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (réd.), *La politique territoriale du Québec : 50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance*, PUQ, 2019, p. 95 – 123.
23. M-E Couture-Ménard et **M-C Prémont**, « L'exercice des pouvoirs d'urgence prévus à la Loi sur la santé publique pendant la crise de la COVID-19 », *Développements récents en droit de la santé et des services sociaux*, Barreau du Québec, Vol. 485, Éditions Yvon Blais, 2020, p. 29 à 60.
24. **M.-C. Prémont**, « L'égalité d'accès aux soins médicaux face à la lutte de *Cambie Surgeries* de Vancouver », *Droits et libertés*, Vol. 39, no. 2, automne 2020/hiver 2021, p. 29-30. (Numéro spécial : *Le Droit à la santé : au-delà des soins*).

Revue professionnelle électronique

M. McGregor, **M.-C. Prémont**, J. Turgeon, “Emerging Private Investment Opportunities in Canadian Healthcare : Impact on Governance of Provincial Health Systems”, *Public Esade e-newsletter*, 15 June 2009.

M.-C. Prémont, « Qui guidera l'éthique municipale ? Les propositions du Groupe de travail sur l'éthique dans le milieu municipal », septembre 2009, Denis Lemieux et Pierre Giroux, *Contrats des organismes publics québécois*, CCH et dans le bulletin électronique *Bulletin municipal et droit public*, septembre 2009, Vol. 11, no. 3.

M.-C. Prémont, « Les paiements de patients pour des soins payés par les fonds publics », *Revue Vie économique*, Vol. 3, no. 1, septembre 2011.

Résumés, notes ou recensions

1. **M.-C. Prémont**, « Chaoulli c. Québec : une communauté académique sous le choc », Recension de “Access to Care – Access to Justice”, [2006]21 *Canadian Journal of Law and Society / Revue canadienne droit et société*, no. 1, p. 201-202.
2. **M.-C. Prémont**, « Le risque guette le droit qui guette le risque », Recension de Law Commission of Canada (ed.), *Law and Risk*, UBC Press, Vancouver, Toronto, 2005, 208 p., *Canadian Journal of Law and Society / Revue canadienne droit et société*, 2007, vol. 22, no. 1, p. 143-145.
3. **M.-C. Prémont**, « La construction politique des agglomérations au Québec et en France », d'Anne Mévellec, Québec, PUL, 2008, 291 p., Recension, *Politique et Sociétés*, vol 27, no. 3, 2008, p. 268-269.
4. G. Chiasson et **M.-C. Prémont**, « À la recherche de la ruralité québécoise », présentation dossier spécial CRDT, *Organisations & Territoires*, Vol. 29, no. 1, 2020, p. ii à v (et direction du numéro spécial).
5. **M.-C. Prémont**, « La grande hydroélectricité du Québec et les relations avec les autochtones : le difficile apprentissage de l'interculturalité », Recension de Guimond et Desmeules, *Des ponts interculturels à la rivière Romaine*, PUQ, *Organisations & Territoires*, Vol. 29, no. 1, 2020, p. 171 à 173.

1. WG-5 (rédaction **M.-C. Prémont**), « La carte santé et ses utilisateurs », (direction du rapport du Groupe de travail), Action concertée-EuroCards, Programme AIM, DG-XIII de la Commission européenne, août 1996, 37 p.
2. J.E. Paquette, **M.-C. Prémont**, W.J. Smith, « Le financement du système scolaire au Québec: face à des choix fondamentaux », OREP, Université McGill, rapport soumis à la Commission sur les finances et la fiscalité locales, janvier 1999, 109 p.
3. J.P. Fortin, J. Morisset, D. Reinharz, M.-P. Gagnon, collaborateurs: P.A. Lamarche, L. Lamothe, S. Lawson, G. Lavoie, **M.-C. Prémont**, « Guide d'évaluation du projet NETLINK. Stratégies et méthodologies d'évaluation », 1999, 22 pages plus annexes.
4. FQPPU (Comité *ad hoc*), « La commercialisation de la recherche et de l'expertise universitaires dans les universités québécoises », août 2000, 71 p. plus annexes (membre du comité scientifique).
5. Comité de surveillance (présidence et rédaction), « Le consentement du patient au partage de ses informations cliniques dans le cadre du projet vitrine PRSA-Carte santé de Laval », septembre 2001, 72 p.
6. **M.-C. Prémont**, « Le rôle de la Loi canadienne sur la santé pour l'avenir des soins de santé au Canada », Étude no. 4, Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada, 2002, 23 p. (en anglais : The Canada Health Act and the Future of Health Care Systems in Canada).
7. Commission de l'éthique de la science et de la technologie, « Les enjeux éthiques des banques d'information génétique : pour un encadrement démocratique et responsable », Avis, Gouvernement du Québec, 2003, 97 p. (membre du Groupe de travail).
8. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AÉTMIS), « Télésanté : lignes directrices cliniques et normes technologiques en télépsychiatrie », janvier 2006, 76 p. (consultante pour la section juridique).
9. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé (AÉTMIS), « Télésanté : lignes directrices cliniques et normes technologiques en téléadaptation », mai 2006, 74 p. (consultante pour la section juridique).
10. **M.-C. Prémont**, « Commentaires sur le projet de Règlement sur les traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé », 28 décembre 2007, transmis au Ministre de la santé et des services sociaux, 7 p.
11. Commission de l'éthique de la science et de la technologie, « Viser un juste équilibre. Un regard éthique sur les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle à des fins de sécurité », Avis, Gouvernement du Québec, 2008, 79 p. (membre du groupe de travail).
12. C. Boudreau, **M.-C. Prémont**, « La Commission d'accès à l'information du Québec face à la vidéosurveillance des lieux publics par les organismes publics », ENAP, juin 2009, 73 p.
13. M-U Proulx et **M.-C. Prémont**, « La fiscalité foncière de la production hydroélectrique au Saguenay — Lac-Saint-Jean », Tomes I et II, février 2013.
14. Groupe de travail sur les coopératives de santé, présidé par Pierre Roy (membre), Rapport soumis au ministre Réjean Hébert, juillet 2013, 18 p. plus les annexes.

15. Y. Fournis, M.-J. Fortin, **M.-C. Prémont**, P.-H. Bombenger, « Chapitre 3 : Le sous-secteur éolien et la gouvernance du vent », dans Y. Fournis, M.-J. Fortin (dir.), *La transition des régimes de ressources au prisme de la gouvernance : les secteurs forestier, porcine et éolien*, 2013, UQAR/GRIDEQ-CRDT, Étude S1-3 remise au Comité d'évaluation environnementale stratégique des gaz de schiste et au MDDEFP.
16. **M.-C. Prémont**, M.-A. Gagnon, « Les nouvelles stratégies commerciales de maximisation des ventes des fabricants de médicaments novateurs », Rapport soumis à l'Ordre des pharmaciens du Québec, 20 janvier 2014, 67 p. plus les annexes.
17. **M.-C. Prémont**, « Expert Report submitted in the context of the court case before the Supreme Court of British Columbia opposing Cambie Surgeries Corporation et al and Medical Services Commission of British Columbia, Minister of Health of British Columbia and Attorney General of British Columbia, 9 June 2014, 25 p.
18. **M.-C. Prémont** (dir.), « Contrôles des frais facturés aux patients hors hôpital dans quatre provinces canadiennes », Rapport au Vérificateur Général du Québec, 2 mars 2016, 70 p.
19. B. Campbell et **M.-C. Prémont**, « Mutations de la réglementation multi-niveaux et du rôle des acteurs dans la mise en œuvre des ressources minières et de l'énergie renouvelable : de l'acceptabilité sociale à la maximisation des retombées », Rapport final soumis dans le cadre du programme CRSH Synthèse des connaissances, 12 mai 2016, 30 p.
20. G. Divay, S. Belley, Y. Boisvert, É. Charbonneau, É. Charest, S. Gagnon, L. Lemay, B. Mazouz, **M.-C. Prémont**, M.-C. Therrien et L. Caron, « Ville de Laval, la mutation administrative d'une organisation municipale ébranlée : une note monographique (2014-2015) », Laval, Ville de Laval et Montréal, ENAP, 2016, 63 p. (Rapport publié dans le cadre de l'Entente de partenariat entre l'ENAP et Laval).
21. Récif 02 – Table de concertation des groupes de femmes SLSJ, *Pour une gouvernance équitable des changements structurels sont nécessaires, Rapport d'analyse comparative entre les sexes +*, 2018, 78 p. (membre du Comité orienteur).
22. F. Tremblay-Racicot, **M.-C. Prémont**, A. Chabot, S. Déry, N. Jobidon, « Les nouveaux pouvoirs municipaux de prélèvements monétaires et la transition énergétique en aménagement du territoire et transport terrestre : encadrement juridique et études de cas », Rapport à TEQ, 24 avril 2020, 106 p.
23. F. Tremblay-Racicot, M.-C. Prémont, N. Jobidon, S. Déry, « Les nouveaux pouvoirs municipaux de prélèvements monétaires et la transition énergétique en aménagement du territoire et transport terrestre : états des lieux », Rapport à TEQ, 25 avril 2020, 68 p.

Articles dans revues professionnelles, grand public, quotidiens et blogs

1. **M.-C. Prémont**, « L'opposition farouche au projet Harel, ou l'art d'éviter la question difficile », *Le Devoir*, 23 novembre 2000, section Idées, p. A7.
2. **M.-C. Prémont**, « Réforme municipale: regardons les choses en face », *Le Devoir*, 14 décembre 2000, section Idées, p. A7.
3. **M.-C. Prémont**, « Le rapport Clair: le système de santé dans la mire des assureurs », *Le Devoir*, 27 février 2001, section Idées, p. A9.
4. **M.-C. Prémont**, « Le rapport Clair: vers une intégration des assurances privées et publiques? », *Le Devoir*, 28 février 2001, p. A9.

5. **M.-C. Prémont**, « Les frais de scolarité : enjeu de luttes sociales », *Bulletin ACPD /CAIT* (Association canadienne des professeurs de droit), 2003.
6. **M.-C. Prémont**, « Défusions : la philosophie sectaire du rapport Poitras. Réplique à Peter Trent », *Le Devoir*, samedi 17 et dimanche 18 mai 2003, section Idées, p. B-5.
7. W. Foster, **M.-C. Prémont**, « Le régime québécois de l'assurance automobile doit résister à ses détracteurs », *Relations*, septembre 2003, no. 687, Controverses, Le principe du *no fault*, p. 31.
8. **M.-C. Prémont**, « Les frais de scolarité au Québec : un enjeu qui nous concerne aussi », *Université*, Vol. 10, no. 1, FQPPU, février 2004, p. 1.
9. **M.-C. Prémont**, « Régime public universel de santé du Québec : l'urgence d'agir suite au jugement de la Cour suprême », *Le Devoir*, 16 juin 2005.
10. **M.-C. Prémont**, « Qui décidera de l'avenir de notre système de santé? » *Relations*, septembre 2005, no. 703, p. 6-7.
11. H. Brun, D. Demers, P. Garant, A. Lajoie, **M.-C. Prémont**, D. Proulx, « Privatisation des soins de santé au Québec: il n'y a pas d'ordre de la Cour suprême », *Le Devoir*, jeudi le 17 novembre 2005, section Idées.
12. H. Brun, D. Demers, P. Garant, A. Lajoie, **M.-C. Prémont**, D. Proulx, « Quebec medicare plan is not what the Supremes ordered », *The Gazette*, Thursday November 17, 2005, Op-Ed, p. A29.
13. A.-P. Contandriouopoulos, **M.-C. Prémont**, « Un plan santé à surveiller », *La Presse*, vendredi le 17 février 2006, p. A-19.
14. **M.-C. Prémont**, « Chaoulli. Il ne faut pas faire dire au jugement le contraire de ce qu'il dit ! », *Le Devoir*, 18 et 19 février 2006, p. G-3.
15. **M.-C. Prémont**, « Le plan santé Charest-Couillard. Un rempart contre la privatisation ou un engagement sur la voie de la privatisation ? », *Alternatives*, 29 mars 2006.
16. **M.-C. Prémont**, « Mainmise sur l'eau », *Relations*, no. 710, juillet-août 2006, p. 6-7.
17. **M.-C. Prémont**, « L'avenir du système de santé du Québec en cause : un projet de loi qui n'a rien d'anodin », *Le Devoir*, 15 octobre 2006.
18. **M.-C. Prémont**, « Crunch time for public health care in Quebec », *Toronto Star*, 17 November 2006.
19. **M.-C. Prémont**, « Accès à l'avortement. Le gouvernement doit payer », *À Babord. Revue sociale et politique*, décembre 2006, p. 10.
20. H. Brun, P. Garant, A. Lajoie, P. Leuprecht, **M.-C. Prémont**, D. Proulx, « Le Groupe Chaoulli peut-il vraiment aider le système public de santé ? », *Le Devoir*, 15 mai 2007, section Idées, p. A-7.
21. **M.-C. Prémont**, « Santé : bénins, les frais afférents ? » (lettre co-signée par une coalition de 62 personnes, dont les huit grandes organisations syndicales, CSN, CSQ, FTQ, CSD, APTS, FIQ, SPGQ, SFPG), *Le Devoir*, 1^{er} février 2007, page Idées.
22. **M.-C. Prémont**, « Two-tier medicine in Quebec is a slippery slope. Quebecers should be alarmed at shift away from the single-payer model », *The Gazette*, 1 February 2007, p. A-21 □traduction anglaise de la lettre parue le même jour dans *Le Devoir*□

23. **M.-C. Prémont** (co-signée par H. Brun, P. Garant, A. Lajoie, D. Proulx, P. Leuprecht), « Le Groupe Chaoulli peut-il vraiment aider le système public de santé? », *Le Devoir*, 15 mai 2007, p. A-7.
24. **M.-C. Prémont**, « La santé en débat. Deux visions s'affrontent sur l'avenir du système de santé au Québec », *Relations*, février 2008, No. 722, p. 4-5.
25. **M.-C. Prémont**, « Sésame, ouvre-toi! Le rapport Castonguay encourage l'ouverture des marchés dans le régime de soins de santé du Québec », *Relations*, mai 2008, No. 724, p. 4-5.
26. **M.-C. Prémont**, "Open Sesame! Health Minister Couillard and the Castonguay Report encourage the opening of markets in Quebec's health care system", *The Gazette*, 19 March 2008 □Traduction et mise à jour de l'article de *Relations*□
27. **M.-C. Prémont**, « La mutation des politiques publiques québécoises en faveur du développement de marchés privés de la santé », *Le Devoir*, 21 août 2008, page Idées.
28. **M.-C. Prémont**, « Le rapport Castonguay ou un appui cousu de fil blanc au marché privé de la santé », *Reflets*, journal de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic, Vol. 25, no. 1, septembre 2008, p.12.
29. **M.-C. Prémont**, « La production de l'eau potable à Montréal face aux vagues de la réorganisation municipale et des modifications réglementaires », *J'Encadre Montréal*, Vol. 6, no. 4, octobre 2008, p. 4.
30. **M.-C. Prémont**, « Tous les systèmes de santé sont régis par la règle de droit », *La Presse*, vendredi le 20 février 2009, p. A-26.
31. **M.-C. Prémont**, « Le privé dans la santé. Changement de rôles au Québec », *Le Devoir*, 25 novembre 2009, p. A-9.
32. **M.-C. Prémont**, « La prise de contrôle des soins de santé rentables », *À Babord*, février/mars 2010, p. 28-29.
33. S. Belley, G. Divay, **M.-C. Prémont**, « Le grand dérangement municipal de 2002. Regards sur une réforme inachevée », *L'État du Québec*, 2012, p. 435-442.
34. **M.-C. Prémont**, « Payer pour des soins de santé assurés. La dérive », *À Babord*, février / mars 2012, p. 20.
35. A. Boivin, I. Marcoux, P. Lehoux, **M.-C. Prémont**, R. Pineault « Aide médicale à mourir. Pour une évaluation indépendante des pratiques au Québec », *Le Devoir*, 28 mars 2014.
36. B. Campbell, **M.-C. Prémont**, "Natural resources and governance shifts in Canada", *The Hill Times*, 5th December 2016.
37. **M.-C. Prémont** et C. Verbauwhede, « La cohésion d'un système public de santé : la meilleure préparation pour les pandémies », publié le 10 avril 2020 au blogue de l'IRIS à : <https://iris-recherche.qc.ca/blogue>;
38. **M.-C. Prémont** et C. Verbauwhede, « Covid-19 : autoriser les médecins du secteur privé à venir en renfort est une fausse bonne idée », Publié à *LaConversation* le 22 avril 2020.
39. M.-E. Couture-Ménard et **M.-C. Prémont**, « L'équilibre vital entre droits individuels et intérêt collectif en temps de pandémie », blogue de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, 22 avril 2020 : <https://blogueaquidedroit.ca/2020/04/22/lequilibre-vital-entre-droits-individuels-et-interet->

[collectif-en-temps-de-pandemie/](#) et republié sur *Droit inc.* le 27 mai 2020 : <https://www.droit-inc.com/article26802-Droits-individuels-et-interet-collectif-l-equilibre-vital-en-temps-de-pandemie>.

40. **M.-C. Prémont** et C. Verbauwheide, “Covid-19 surgery backlogs : turning to private clinics is the wrong idea”, *Toronto Star*, 13 mai 2020.
41. **M.-C. Prémont** et F. Tremblay-Racicot, « Le projet de loi 61 : une machine à étalement urbain toute vapeur », 9 juin 2020, *Le Soleil* et *LaPresse+*.
42. **M.-C. Prémont** et F. Tremblay-Racicot, « Le projet de loi 61 : un financement public à l'étalement urbain », *LaConversation*, 9 juin 2020.
43. **M.-C. Prémont** et M.-E. Couture-Ménard, « Le concept juridique de l'urgence sanitaire : une protection contre les virus biologiques et ... politiques », École nationale d'administration publique, Bulletin A+, Vol. 7, no. 2, juin 2020. Le Bulletin est publié, avec lien internet, sur le blogue du Centre d'études constitutionnelles de l'Université de l'Alberta, le 23 octobre 2020 : *Pandemic Powers and the Constitution Blog*.
44. F. Tremblay-Racicot, **M.-C. Prémont**, N. Jobidon et S. Déry « L'impact de la Covid-19 sur les finances municipales », École nationale d'administration publique, *Bulletin A+*, Vol. 7, no. 2, juin 2020.
45. **M.-C. Prémont**, « L'égalité d'accès aux soins médicaux face à la lutte de *Cambie Surgeries* de Vancouver », *Droits et libertés*, Vol. 39, no. 2, automne 2020/hiver 2021, p. 29-30. Numéro spécial : *Le Droit à la santé : au-delà des soins*.
46. **M.-C. Prémont** et F. Tremblay-Racicot, « Étalement urbain. Québec et les municipalités sont responsables », *Le Devoir*, samedi 6 novembre 2021, p. B11, Page Idées.
47. **M.-C. Prémont**, « La contribution santé, une 'redevance réglementaire' », *Le Devoir*, 14 janvier 2022, page Idées.
48. **M.-C. Prémont**, « Financement d'un mur antibruit : Longueuil n'emploie pas le bon instrument », *La Presse*, 20 juillet 2023, section Opinions.

Mémoires (devant une Commission nationale, Commission parlementaire, ou devant les tribunaux)

1. **M.-C. Prémont**, *La fiscalité locale et la tarification: un caveat*, mémoire déposé devant la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, septembre 1998, 16 p.
2. **M.-C. Prémont**, *La Loi sur la carte santé du Québec : un affront à la souveraineté parlementaire et au principe constitutionnel de la rule of law*, Mémoire soumis à la Commission des Affaires sociales du Québec, février 2002, 17 p.
3. **M.-C. Prémont**, *Le régime général d'assurance médicaments du Québec : un exemple concret du partenariat public-privé dans le domaine de la santé*, Mémoire soumis à la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada (Commission Romanow), mars 2002, 8 p.
4. **M.-C. Prémont**, « La garantie d'accès aux soins de santé : à quel modèle se vouer ? », mars 2006, 20 p., mémoire présenté devant la Commission des affaires sociales, Assemblée nationale du Québec.

5. **Groupe de réflexion sur le système de santé** (membre fondatrice), *Accès aux soins de santé. Confirmer la solution publique pour le Québec*, Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, 31 mars 2006, 24 p. plus les annexes.
6. **M.-C. Prémont** et N. Touati, « La collaboration interprofessionnelle : une pratique à développer », présentation devant le Comité permanent de la santé, Innovation technologique, Chambre des Communes, Ottawa, 22 novembre 2012, Ottawa.
7. **M.-C. Prémont**, “Expert Report In the context of the court case before the Supreme Court of British Columbia, No. S090663 of the Vancouver Registry, opposing *Cambie Surgeries Corporation et al (Plaintiffs)* and *Medical Services Commission of British Columbia, Minister of Health of British Columbia, and Attorney General of British Columbia (Defendants)*”, 21 June 2014, 27 p.

Textes en attente de publication (en évaluation, acceptés ou sous presse)

1. **M.-C. Prémont**, « Finances et fiscalité municipales (instrument) », notice pour S. Breux et A. Mévelec (dir.). *Dictionnaire politique de la scène municipale québécoise*, Québec, PUL (sous presse aux PUL).
2. **M.-C. Prémont**, “Pechiney in Becancour : altering the course of aluminum production in Quebec”, *Revue française d'histoire économique*, Cahiers d'histoire de l'aluminium, de l'Institut pour l'histoire de l'aluminium, Paris (sous presse).
3. **M.-C. Prémont**, « La détermination des tarifs d'électricité au Québec de 1944 à 1995 : entre règlement général et contrat particulier », soumis et accepté pour l'ouvrage : M. Popescu et M. Samson (dir.), *L'État, hier, aujourd'hui et demain : Études en l'honneur du professeur Pierre Issahys*, Yvon Blais, 2023 (sous presse).
4. **M.-C. Prémont** et C. Verbauwheide, « Loi de l'assurance-maladie, LQ 1970, c. 37 », chapitre sur l'histoire de l'adoption, contenu et destinées de la Loi sur l'assurance-maladie, pour un ouvrage dirigé par S. Normand, sur les grandes lois du Québec. Soumis révisé et accepté le 27 janvier 2023.
5. **M.-C. Prémont** et C. Verbauwheide, « Loi sur les services de santé et les services sociaux, LQ 1971, c. 48 », chapitre sur l'histoire de l'adoption, contenu et destinées de la LSSSS, pour un ouvrage dirigé par S. Normand sur les grandes lois du Québec. Révisé et accepté le 22 février 2023.
6. **M.-C. Prémont**, « L'aluminium vert : les nouveaux habits du positionnement historique de l'aluminium du Québec », soumis aux Cahiers de l'histoire de l'aluminium (CHA), de l'Institut pour l'histoire de l'aluminium (IHA), le 26 juin 2023.
7. **M.-C. Prémont**, « La réforme Dubé : vers la consécration et l'amplification du privé en santé », soumis à la revue *Relations* le 24 août 2023. Version révisée et acceptée le 20 septembre 2023; sous presse, (prévu décembre 2023).

8. COMMUNICATIONS ET CONFÉRENCES

1. « Les systèmes informatiques de l'État québécois: entre protection et diffusion », CRID (Centre de recherches informatique et droit), Faculté de droit, Namur, Belgique, avril 1987.
2. « Le langage conventionnel du droit: un carcan invisible pour la pensée juridique », DIKÉ, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal, 20 mars 1996.

3. « Comment concevoir le rôle des nouvelles technologies de l'information dans les systèmes nationaux de santé: leçons à tirer de 9 projets de cartes à puce en Europe et au Québec », IRCM, Centre de bioéthique, 5 novembre 1997.
4. « La face cachée du droit: une structure linguistique conventionnelle », GRID, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal, 19 novembre 1997.
5. « Les sources du droit canadien », communication donnée pour un groupe de juristes vietnamiens responsables de la rédaction du Code civil vietnamien, Université McGill, 17 juin 1997.
6. « Les fictions conventionnelles juridiques: obstacle à la transformation du droit », GEPTUD, Faculté de droit, Université Laval, vendredi, 21 février 1997.
7. « L'immeuble par destination, tel que rénové par la fiscalité municipale », Centre de droit privé et comparé du Québec, Montréal, 19 nov. 1998.
8. « Les universités québécoises en otage? Entre le sous-financement public et le poids des intérêts privés », communication et animation d'un tour de table, Conseil fédéral de la Fédération des professeures et professeurs d'Université (FQPPU), Hôtel du Parc, Montréal, 30 mars 2000.
9. « Le financement de la formation juridique et la clientèle étudiante: le rôle des frais de scolarité », Congrès annuel 2000 de l'Association des professeurs de droit du Québec (APDQ), Auberge Gray Rocks, Mont-Tremblant, QC, 14-16 avril 2000.
10. « Les enjeux de la commercialisation de la recherche sur les universités », FQPPU et CLAAU, Hôtel Delta, Montréal, vendredi le 2 mars 2001.
11. « L'éthique de la restriction des ressources en santé », Centre des congrès de Rimouski, Rimouski, mardi le 1er mai 2001.
12. « La rhétorique politique de l'informatisation des dossiers de santé », IRCM, CAI et Centre de bioéthique de l'IRCM, mercredi le 9 mai 2001.
13. « La fiscalité dans la nouvelle ville de Montréal », Sommet des citoyens et citoyennes de Montréal sur l'avenir de Montréal, UQÀM, samedi le 2 juin 2001.
14. « La carte à puce ou l'informatisation des dossiers médicaux. Pourquoi? Pour qui? », RIOCM, Montréal, mardi le 13 novembre 2001.
15. « Partenariats privés-publics : l'exemple du régime général d'assurance médicaments du Québec », International Conference of the McGill Institute for the study of Canada, *Diagnostics & Solutions*, Montréal, 15-16 février 2002.
16. « Le droit, outil d'une contre-réforme déguisée en réforme : l'exemple de la *modernisation* du droit de la santé », Law Forum, récipiendaire de la compétition 2003, Halifax, Nouvelle-Écosse, Association des professeurs de droit du Canada, lundi le 2 juin 2003.
17. « Entre les fusions et les défusions », Débat avec Peter Trent (ex maire de Westmount), Raymond Proulx (Démocracité), Martin Lemay (Ville de Montréal), INRS-Urbanisation, Culture et Société, Montréal, mardi le 10 juin 2003.
18. « Le contrôle du territoire à l'intérieur de la ville mono-industrielle : l'exemple de l'ancienne municipalité de Noranda en Abitibi », Colloque de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa, *Traverser les frontières de la territorialité*, Ottawa, 17-18 octobre 2003.

19. « Le droit de la santé au Québec et en France : convergence ou divergence ? », Colloque européen *Le Québec au miroir de l'Europe*, AIEQ (Association Internationale d'Études sur le Québec), Paris, France, 23-25 octobre 2003.
20. « Un retour de la protection sociale vers le droit privé? L'exemple du régime d'assurance médicaments du Québec », Ateliers de droit privé, Faculté de droit, Université Laval, vendredi le 7 novembre 2003.
21. « L'intervention à titre de professeur : un devoir ? », Congrès annuel de l'APDQ, *Le professeur de droit dans la cité*, Val Morin, samedi le 17 avril 2004.
22. « Les fusions et défusions municipales au Québec : un moment inscrit au cœur d'une histoire de chassé-croisé entre le législateur québécois et les municipalités », Conférence internationale *Les recompositions territoriales locales en France et au Québec*, Bordeaux, France, 3-5 mai 2004.
23. « Analyse des discours identitaires sur les fusions et défusions municipales au Québec », Colloque international *Les discours d'exclusion et d'inclusion : dynamique de la mondialisation dans les Amériques*, Université d'Ottawa, Ottawa, 10-12 mai 2004.
24. « Le dossier médical électronique : un outil de transformation du système de santé », Colloque international *Enjeux de la réforme du système de santé au Canada et en France*, Les Canadiens en Europe, en partenariat avec le Ministère délégué à la recherche de France, Paris, Salle du Conseil, Université René Descartes Paris V, mardi le 7 décembre 2004.
25. « Les enjeux soulevés par le projet de loi 83 révisant la Loi sur les services de santé et les services sociaux du Québec », Coalition Solidarité Santé, Montréal, Bureaux de la CSN, 21 janvier 2005.
26. « Tendances et problématiques de la réingénierie entreprise depuis 2003 au Québec », Forum national et Colloque du SPGQ, *Défendons la Loi sur la fonction publique*, Montréal, Hôtel Delta centre-ville, samedi le 19 mars 2005.
27. « Le rôle de l'assurance privée en santé, suite à la décision de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli », *La santé à deux vitesses : non merci!*, Coalition Solidarité-Santé, Auditorium du Collège Maisonneuve, Montréal, mercredi le 28 septembre 2005.
28. « Partage de l'information clinique : perspectives légales, éthiques et cliniques », *S'arrimer dans l'action pour mieux répondre aux besoins de la population*, Colloque de l'AQESSS (Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux), Palais des congrès de Montréal (co-conférencier : Me Jacques St-Laurent, président de la Commission d'accès à l'information du Québec), vendredi le 30 septembre 2005.
29. « Biométrie et protection de la vie privée. Choc des idées », *Les enjeux éthiques de la biométrie*, Forum public de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie du Québec, Grande bibliothèque nationale de Montréal, jeudi le 13 octobre 2005.
30. « PPP et infrastructures municipales », *Les PPP : questions et enjeux*, Forum, Service aux collectivités, UQÀM, Montréal, samedi le 14 octobre 2005.
31. « Le sens du projet de loi 62 pour la gestion de l'eau dans l'arrondissement Plateau Mont-Royal », *Non à la privatisation de la gestion de l'eau à Montréal*, Comité de citoyens du Plateau Mont-Royal, Montréal, sous la présidence de M. André Beauchamp, président de la Commission du BAPE sur la gestion de l'eau au Québec, mercredi le 16 novembre 2005.

32. « L'arrêt Chaoulli et le système de santé du Québec », Conseil fédéral de la FIIQ (Fédération des infirmières et infirmiers du Québec, 700 délégués), Hôtel des Seigneurs, St-Hyacinthe, Québec, jeudi le 1^{er} décembre 2005.
33. « Les conséquences de la décision de la Cour suprême dans l'affaire Chaoulli », *Notre système public de santé : on n'a pas les moyens de s'en priver !*, Groupe Genèse, Assemblée publique, 3591 Appleton, Multi-Caf, Montréal, jeudi le 1^{er} décembre 2005.
34. « Le rôle du médecin à l'ère post-Chaoulli », Groupe de jeunes médecins de la FMOQ (Fédération des médecins omnipraticiens du Québec), Chaire Sadok Besroun en médecine familiale, Hôpital Notre-Dame, Montréal, mercredi le 11 janvier 2006.
35. « The Politics of Wait times in Québec », *Wait Times : The Facts, the Politics and the Solutions*, National Roundtable, Canadian Health Coalition, Fairmont Château Laurier, Ottawa, 16 janvier 2006.
36. « La gestion de l'eau : quel rôle pour l'entreprise privée ? », Table ronde, INRS-Urbanisation culture et société, Montréal, vendredi le 20 janvier 2006.
37. « La gestion de l'eau dans les municipalités du Québec : back to the future ? », INRS-Eau, terre et environnement, Séminaire présenté à un groupe de scientifiques sur les enjeux de l'eau, suite à l'adoption du projet de loi 134 à l'automne 2005, INRS-ETE, Québec, jeudi le 26 janvier 2006.
38. « Les compétences du Québec en matière de santé, suite à la décision Chaoulli », Caucus du Parti Québécois, Salon rouge du Parlement de Québec (autres conférenciers : Dr. Réjean Hébert, doyen, Faculté de médecine, Université de Sherbrooke, Prof. F. Béland, GRIS, Université de Montréal, Michel Clair, président de la Commission d'études sur les services de santé et les services sociaux), mardi le 31 janvier 2006.
39. « L'impact de l'arrêt Chaoulli sur les orientations politiques du système de santé québécois », Colloque de fusion de l'UFP— Option citoyenne, Atelier santé, Montréal, Université de Montréal, Pavillon central, dimanche le 5 février 2006.
40. « The Private Sector in Health Care, Partner or Enemy? », Communication before 300 students of the Faculty of Medicine, McGill University, auditorium Martin, McIntyre building (co-speaker, Prof. C. Manfredi, Political Sciences, McGill University), 9 February 2006.
41. « Le droit de la gouverne municipale : terrain d'essai de la gouverne nationale ? », *Le droit à tout faire*, Cycle de conférences du CRDP 2005-2006 (Centre de recherche en droit public), Faculté de droit de l'Université de Montréal, Montréal, mardi le 14 février 2006.
42. « Quebec and the Chaoulli decision », *Health Law at the Supreme Court of Canada*, Canadian Institutes for Health Research (CIHR) Training Program in Health Law and Policy, Network Curriculum meeting, Halifax, Nova Scotia, Thursday 23 February 2006.
43. « Quel jugement porter ... sur le jugement Chaoulli ? », conférence d'ouverture, en présence du ministre de la santé et des services sociaux du Québec, M. Philippe Couillard, pour le colloque *Le privé dans la santé ? Après le jugement Chaoulli, les options du Québec*, Institut du nouveau monde et Réseau de recherche en santé des populations du Québec, 24 et 25 février 2006, studio Théâtre Alfred-Laliberté, UQAM, Montréal, vendredi le 24 février 2006.
44. « Réaction à la proposition gouvernementale », *Le privé dans la santé ? Après le jugement Chaoulli, les options du Québec*, Institut du nouveau monde et le Réseau de recherche en santé des populations du Québec, studio Théâtre Alfred-Laliberté, UQAM, Montréal, samedi le 25 février 2006.

45. « Les futurs médecins et la décision Chaoulli », Faculté de médecine de l'Université de Montréal, Midi-débat devant les étudiants de la Faculté de médecine 11h45, Pavillon Z-310, Université de Montréal (autres conférenciers : Dr. Serge Dubé, vice-doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, Dr. Simon Turcotte, Médecins pour l'accès à la santé), lundi le 6 mars 2006.
46. « La reconfiguration de la gouvernance municipale de la région de Montréal au cours des quarante dernières années », conférence d'ouverture du colloque *Gouvernance municipale de la région de Montréal. La gestion de la complexité créatrice?*, Institut d'administration publique du grand Montréal (IAPGM), club St-James, Montréal, jeudi le 9 mars 2006.
47. "Montréal Charter of Rights and Responsibilities", Chair, Public Forum, SodecM (Société de développement communautaire de Montréal), 19h, SSMU, Lev Buchman room, McGill University, Montréal, 13 mars 2006.
48. « Le post-Chaoulli et la pratique de la médecine au Québec », CHUM St-Luc, 12h-13h30 (autre conférencier : Prof. A-P Contandriopoulos, GRIS, Université de Montréal), lundi le 29 mars 2006.
49. « Implementing Chaoulli v. Quebec : opening the door to private health care ? », Round table, Health Law Student's Association, McGill University, Wednesday 22 March 2006.
50. « La reconfiguration juridique des infrastructures de l'eau au Québec au cours de la dernière année », *Les contours d'eau*, Comité EAU St-Jean-Baptiste, Développement et Paix et Les amiEs de la terre, Musée de la civilisation du Québec, Québec, vendredi le 24 mars 2006.
51. « Soins de santé privés, réaction du Québec à la cause Chaoulli », conférence en plénière, *Interdépendance*, Congrès national 2006 de l'Institut canadien des retraites et avantages sociaux devant 1100 congressistes, Centre des congrès de Québec, (Autres conférenciers en plénière : Alain Juppé, Antoine Ayoub et Yves Michaud), mercredi le 31 mai 2006.
52. « Le projet Charest d'informatisation des dossiers médicaux », Coalition solidarité santé, locaux de la CSN, salle R-43, 1^{er} juin 2006.
53. « Québec legal remedies following the Chaoulli decision », *Saving Medicare. National Forum on the Future of Public Health Care*, Canadian Labour Congress, Ottawa, 16 juin 2006.
54. « Enjeux et perspectives pour le Québec en santé », Congrès annuel de la CSQ, Centre des congrès de Montréal, 27 juin 2006.
55. « Le projet de loi 33 et la garantie d'accès aux soins de santé », rencontre publique du projet Genèse, Montréal, 4735 Côte Ste-Catherine, jeudi le 28 septembre 2006.
56. « Pauvreté et accès aux soins de santé », 4^e colloque de la Fondation Robert Sauvé, Centre St-Pierre, Montréal, jeudi le 5 octobre 2006.
57. « Le droit à la santé suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Chaoulli », Droit international et droits économiques, sociaux et culturels, classe de la maîtrise du Département de sciences juridiques, UQÀM, Montréal, jeudi le 12 octobre 2006.
58. « Les nouvelles technologies de surveillance et de contrôle à des fins de sécurité », Commission de l'éthique de la science et de la technologie, Table ronde d'experts sur la proposition d'avis de la Commission, mardi le 14 novembre 2006.

59. « Démystifier l'affaire Chaoulli : où en sommes-nous ? », 1^{er} Sommet sur la Privatisation des soins de santé au Québec, Institut canadien, Hôtel Intercontinental, Montréal, mercredi le 22 novembre 2006.
60. « Le rôle de la fiscalité selon l'École de Le Play: une orientation pour le Québec », Colloque international *Frédéric Le Play (1806-1882). Sciences, techniques et société*, Société d'économie et de science sociales (Paris) en partenariat avec l'École nationale supérieure des mines de Paris, École des mines de Paris, vendredi le 1^{er} décembre 2006.
61. « Le sens du projet de loi 33 en réponse à la décision de la cour suprême dans l'affaire Chaoulli », Assemblée générale du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, 6 décembre 2006.
62. « Les enjeux de la privatisation des soins de santé au Québec », *Le droit à la santé : quels enjeux pour le Nord et le Sud ?*, Institut d'études internationales et Chaire C.-A. Poissant, UQAM, 13 mars 2007.
63. « La meilleure eau du monde en Abitibi, au cœur d'un conflit qui se joue entre le local et l'international », *Les conflits de l'eau*, Journées Maximilien Caron, Université de Montréal, Faculté de droit, vendredi le 30 mars 2007.
64. « The Impact on Equity of Quebec's Bill 33 », National Conference, *Tommy Douglas' Vision for Medicare. S.O.S. Medicare 2: Looking Forward*, University of Regina, Saskatchewan, 4 mai 2007, (panel *Financing to Achieve Greater Equity*).
65. « The Impact of amalgamations and demergers in Montreal: Lessons for Vancouver area », delegation of Vancouver Board of Trade, 1550 Meltcalfe, vendredi le 11 mai 2007.
66. « L'impact de la loi 33 sur le système de santé du Québec », Conseil central de Québec Chaudières-Appalaches, CSN, Congrès triennal, Centre des congrès de Québec, mercredi le 30 mai 2007.
67. « Montréal : une ville à vendre ? », 4^e Sommet des citoyens de Montréal, UQAM, 2 juin 2007.
68. « La privatisation des soins de santé au Québec à la suite de la décision Chaoulli », Forum social québécois, Atelier sur le financement de la santé, UQAM, Montréal, samedi le 25 août.
69. « L'eau souterraine en Abitibi : grands axes du cadre juridique », Forum sur la ressource hydrique, Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue, Amos, 13-14 septembre 2007.
70. « Que serait le Québec sans un cadre législatif et une autorité indépendante en matière de protection des renseignements personnels ? », Première Conférence des commissaires à la protection des données de la Francophonie, Centre Sheraton, Montréal, lundi le 24 septembre 2007.
71. « Canada's Health Care System: Quebec and the Medicare Debate », Health Law & Policy Seminar Series, Health Law Institute, Dalhousie University, Halifax.
72. « Health Care Reform in Québec », opening session of Conference *Visions*, Health Law Institute, 8-10 novembre 2007, University of Alberta, Banff Centre, Banff, Alberta, 28 septembre 2007.
73. « L'accès au médicament: une question de régime ? », Conférence de l'Association de santé publique du Québec, dans le cadre des JASP (Journées annuelles de santé publique), *Les enjeux éthiques et sociaux de l'accès au médicament*, Montréal, 21 novembre 2007.
74. « Les chartes et le droit de la santé », Colloque pour les 25 ans de la Charte, campus St-Jean, University of Alberta, Edmonton, 23 novembre 2007.

75. “Post-Chaoulli direction for healthcare: signs from Quebec”, Health Law & Policy Seminar Series, Faculty of Law, University of Toronto, 29 novembre 2007.
76. « Le système de santé québécois et les suites de l’intervention de la Cour suprême du Canada fondée sur les droits de la personne », Séminaires du GRIS, Université de Montréal, lundi le 14 janvier 2008.
77. “Recent fall-out of the Chaoulli decision in Quebec”, Canadian Doctors for Medicare, Executive meeting, Toronto, lundi le 21 janvier 2008.
78. « Analyse des récentes modifications apportées ou proposées pour le système de santé du Québec à la suite de l’adoption de la loi 33 », Conseil général de l’Union des consommateurs, ACEP de l’île Jésus, vendredi le 29 février 2008.
79. « La gouvernance territoriale au Québec : Montréal face à Québec », cours de master en administration territoriale du professeur François Rangeon, Université de Picardie, Amiens, 4 mars 2008.
80. « Tropisme du droit. La logique métaphorique et la logique métonymique du langage juridique », Séminaire de l’École doctorale de droit public et de droit fiscal, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, cours du professeur Gérard Marcou, Centre Malher, mercredi le 5 mars 2008.
81. « Institutions municipales et régionales au Québec », Faculté de droit et de science politique, Université de Bourgogne, Dijon, cours du professeur Jean-Luc Pissaloux, Institutions administratives approfondies, jeudi le 6 mars 2008.
82. « Institutions municipales et régionales au Québec », Institut d’Études politiques, Aix-en-Provence, cours du professeur Luchaire, lundi le 10 mars 2008.
83. « Le rôle historique et contemporain des institutions municipales québécoises en matière de développement économique », Institut d’Études politiques de Science Po, Paris, cours du professeur Jean-Bernard Auby, mercredi le 12 mars 2008.
84. « Le chemin de la privatisation et son impact potentiel sur la pratique médicale au Québec », Médecins pour l’accès, chapitre de *Canadian Doctors for Medicare*, Hôpital St-Luc, Montréal, 19 mars 2008.
85. « Post-Chaoulli direction in Quebec », Action citoyenne, Hall building, Concordia University, mardi le 15 avril 2008.
86. “Post-Chaoulli road to Healthcare Privatization: lessons from Quebec”, Health Sciences Association of British Columbia, Guest Speaker for the HSA 2008 Annual Convention, Vancouver, 18 avril 2008.
87. « Un régime d’assurance médicaments au Canada : l’expérience du Québec », 25^e Assemblée générale du Congrès du travail du Canada, Palais des congrès du Toronto métropolitain, (panel avec Lorne Calvert, ex-Premier et leader du NPD de la Saskatchewan, 2000 délégués), mercredi le 28 mai 2008.
88. « L’implication citoyenne et la privatisation des soins de santé au Québec », congrès de l’AREQ (Association des retraitées et retraités de l’enseignement du Québec), Hôtel Sheraton Laval, Laval, (environ 800 participants), mardi le 3 juin 2008 .
89. « La transformation du système de santé au Québec », Think-tank Healthcare, FIQ-CFNU (Fédération interprofessionnelle du Québec et Canadian Federation of Nurses Union), Auberge St-Antoine, Québec, mercredi le 16 juillet 2008.

90. « Les pouvoirs des municipalités québécoises », dans le cadre du cours *Thématiques locales et régionales*, de G. Rousseau de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, mercredi le 23 juillet 2008.
91. « La contractualisation des services de santé au Québec », atelier santé *La contractualisation des services de santé : autonomie ou nouvelle dépendance?*, Congrès de l'Institut d'administration publique du Canada, Hôtel Hilton, Québec, lundi le 25 août 2008.
92. « La co-production de services », présidence d'atelier, Congrès de l'Institut d'administration publique du Canada, Hôtel Hilton, Québec, mardi le 26 août 2008.
93. « *Le privé en France* », présidence d'atelier, colloque « Comprendre le privé en santé », *Les Entretiens Jacques Cartier*, McGill University, Montréal, lundi le 6 octobre 2008.
94. « La réforme municipale et ses impacts sur la démocratie locale », colloque VRM, séance d'ouverture, INRS-UCS, Montréal, vendredi le 24 octobre 2008.
95. « La privatisation des soins de santé au Québec : récents développements », Table de concertation des aînés et retraités de la Mauricie, Shawinigan, lundi le 27 octobre 2008.
96. « Montréal dans un Québec décentralisé », Colloque *Pour un Québec des régions*, Coalition Pour un Québec des régions, UQAM, samedi le 8 novembre 2008.
97. « La route du Québec post-Chaoulli vers la privatisation des soins de santé », Association québécoise pour la défense des droits des retraités Mékinac, Saint-Tite, lundi le 24 novembre 2008.
98. « Santé : alerte aux privatisations », table ronde des Amis du Monde diplomatique, Groupe de Montréal, Cégep du Vieux-Montréal, jeudi le 27 novembre 2008.
99. « Latest post-Chaoulli decisions in Quebec », (with Me Steve Shrybman and Colleen Fuller), Coalition canadienne de la santé, Ottawa, vendredi le 23 janvier 2009.
100. « La pratique médicale hybride au Québec et l'avenir du régime public », Présentation aux membres du Conseil d'administration de Médecins Québécois pour le Régime Public, ENAP, Montréal, lundi le 16 février 2009.
101. "Healthcare Privatization in post-Chaoulli Quebec", Council of Canadians, Montréal, dimanche le 29 mars 2009.
102. "Assessing the role of investor-owned private health clinics in Québec", Insight, Health Innovation and Policy Summit, St.Andrew's Club and Conference Center, Toronto, lundi le 27 avril 2009.
103. « Soins de santé et privatisation. Les politiques publiques du Québec depuis l'affaire Chaoulli », Table de concertation Abus auprès des aînés de la Mauricie, Trois-Rivières, (AQDR, FADOQ, AREQ), jeudi le 7 mai 2009.
104. « La route post-Chaoulli pour les soins de santé au Québec », *Les soins de santé : un service public ou un marché? Pour qui travailleront les médecins?*, Colloque de MQRP, conférence d'ouverture, Hôpital Notre-Dame, Montréal, jeudi le 14 mai 2009.
105. « Analyse de la gouvernance métropolitaine : par où commencer? », *Débat Gouvernance métropolitaine et nouvelles structures municipales : un échec montréalais?*, INRS-UCS, Montréal, (avec Marie-Odile Trépanier, J-P Collin, Winnie Frohn, animation Pierre J. Hamel), jeudi le 21 mai 2009.

106. « La prépondérance des droits économiques et sociaux et le droit de la santé : caveat », atelier de formation de 3 heures, dans le cadre du Congrès annuel du Barreau du Québec, Centre Sheraton, Montréal, samedi le 30 mai 2009.
107. « La tarification en santé : au cœur du débat public-privé », *Débat sur les contributions respectives du privé et du public dans le système de santé du Québec*, entre C. Montmarquette et M.-C. Prémont, Congrès annuel de l'ICRA, Québec, mardi le 15 septembre 2009.
108. « Pourquoi faut-il aller voter? », Journées annuelles de VRM, *Voter au municipal, qu'ossa donne?*, Musée de la civilisation de Québec, Débat public, jeudi le 29 octobre 2009.
109. « La sous-traitance : les cliniques médicales associées », Grande conférence de l'IRSPUM, Université de Montréal, jeudi le 26 novembre 2009.
110. « Comment comprendre les résultats de l'élection municipale montréalaise du 1^{er} novembre dernier? », Présentation et discussion avec le caucus de Vision Montréal, vendredi le 27 novembre 2009, Hôtel de ville de Montréal.
111. "Post-Chaoulli Healthcare Privatization in Canada : Lessons from Quebec", Seminar Series, Epidemiology, Biostatistics & Occupational Health, McGill University, Monday 15 February 2010.
112. "Recent changes in the Quebec Healthcare System conducive to Privatization", Faculty of Medicine, Medicine and Society Seminar for graduating students, McGill University, March 3rd 2010.
113. « Les Commissaires scolaires et l'éthique », Formation de trois heures donnée aux avocats et avocates des Commissions scolaires de la grande région de Montréal, le 25 mars 2010.
114. « Nunavik, alcohol and self-government : what role for women and northern village councils? », formation de 3 heures auprès d'un groupe d'une trentaine de femmes inuits du Nunavik, École Femmes et Démocratie et Saturviit, jeudi le 20 mai 2010, Puvirnituuq, Nunavik.
115. « Le rôle des municipalités dans la recomposition économique du Québec », (avec M.-U. Proulx, UQAC), Symposium VRM des études urbaines, INRS-UCS, jeudi le 10 juin 2010.
116. « Le développement économique : comment s'est déroulée la joute entre le Québec et les municipalités? », intervention de 3 heures dans la cadre du cours de Doctorat *Évolution des doctrines et théories scientifiques en développement régional* (DDR 9001) de M.-U. Proulx (UQAC) et Y. Fournis (UQAR), Saguenay, 8 octobre 2010.
117. « Le système de santé québécois : un patrimoine social », Grand rassemblement communautaire à Rouyn-Noranda sur l'action communautaire autonome, 26 et 27 octobre 2010.
118. "Post-Chaoulli: politicians and health insurance", War Memorial Hall, Guelph University, Ontario, Health Coalition of Ontario, 2 novembre 2010.
119. "The Chaoulli ruling sequel in Quebec and Canada", *Healthcare and the Charter Challenges*, Ontario Health Coalition, Toronto, 8 novembre 2010.
120. « Immigration et politiques de santé : faut-il miser sur la protection des libertés fondamentales? », Colloque *Pluralisme religieux et immigration : tendances, options, gestion*, Québec (ENAP et Fondation Trudeau), 27 janvier 2011.
121. « Metropolitan Post-mergers conflicts », *Spatiality and Justice, Interdisciplinary Investigations on a Political Philosophy of the City*, McGill University et Université de Montréal, CREUM, jeudi le 5 mai 2011.

122. « Le bras de fer entre le contrat et la norme législative. La gouvernance par le contrat », *Le droit comme vecteur de la gouvernance en santé? Défis théoriques et enjeux pratiques de l'accès aux soins de santé*, ACFAS, Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, mardi le 10 mai 2011.
123. « Les contestations judiciaires découlant des fusions municipales », *La réorganisation municipale de 2002, dix ans plus tard. Quel bilan et quelles perspectives?*, ACFAS, Sherbrooke, mercredi le 11 mai 2011.
124. « Droits économiques et sociaux et l'accès aux soins de santé : sur la voie de la collision », *Droits économiques sociaux et culturels et déterminants de la santé : rencontre entre le social et le juridique*, ACFAS, Faculté de droit de l'Université de Montréal et département des sciences juridiques de l'UQÀM, Université de Sherbrooke, jeudi le 12 mai 2011.
125. « Le financement des soins de santé au Québec : principes et réflexions » Rendez-vous national des générations, Institut du Nouveau Monde, UQÀM, samedi le 15 octobre 2011.
126. "Healthcare in Canada: Cooperative or Competitive Federalism", Symposium Reference Re Assisted Human Reproduction Act. Implications of the Supreme Court's Decision, Health Law Group, Faculty of Law, University of Toronto, 4-5 novembre 2011.
127. Débat au Salon du livre de Montréal, *Quel rôle pour l'État?*, dans le cadre du lancement de l'ouvrage *Secrets d'État* (réd : N. Michaud), samedi 19 novembre 2011.
128. « La participation citoyenne et l'amélioration du système de santé », Séminaire Stratégies d'amélioration de la performance des organisations de santé, Observatoire international de la santé et des services sociaux, Hôtel Loews Le Concorde, Québec, 2 décembre 2011.
129. « La proposition d'inclusion du droit d'accès aux soins de santé à la Charte québécoise des droits et libertés. Comment apprendre du Brésil », Séminaire Brésil-Québec, 6-7 décembre 2011, ENAP, Montréal.
130. « La Constitution et les municipalités qui veulent assurer une certaine équité d'occupation des territoires en difficulté », *No Place like home / Rien ne vaut son chez-soi*, Conférence CALT (Canadian Association of Law Teachers- Association canadienne des professeurs de droit), Université de Montréal, 23 mai 2012.
131. « Le génie du régime d'assurance-médicaments du Québec, ou comment cacher un défaut fatidique sous un atout », Conférence *L'assurance médicaments au Québec : modèle ou repoussoir?*, CAHSPR / ACRSPR, Hôtel Bonaventure, Montréal, mercredi le 30 mai 2012.
132. « La législation : une contribution à l'analyse du développement régional », Séminaire sur la transversalité III : la méthodologie, CRDT, Sépia, Québec, 23-24 août 2012.
133. « La fiscalité locale des barrages et centrales hydroélectriques au Saguenay— Lac-Saint-Jean », présentation des résultats intérimaires de recherche devant le cabinet du maire de Saguenay, Jean Tremblay, lundi le 24 septembre 2012 (avec M.-U. Proulx, UQAC).
134. « La pertinence du droit en analyse des politiques publiques de santé : exemple des coopératives santé dans le système de santé québécois », présentation de 2 heures dans le cours de M. Bourassa Forcier, faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, *Politiques publiques dans le domaine de la santé*, campus de Longueuil, samedi le 3 novembre 2012.
135. « The role of private insurance : Pharmacare in Quebec », *Pharmacare 2020*, CASPHR, 20 février 2013, Vancouver.

136. “The role of private insurance : Pharmacare in Quebec”, *Rethinking Drug Coverage: Time for Universal Pharmacare?*, Ottawa, 25 mai 2013.
137. « L'énergie éolienne et les retombées locales : les contributions volontaires aux municipalités du Québec », Université rurale du Québec, *Miser sur la ressource naturelle rurale*, MRC du Granit, Lac-Mégantic, 12 septembre 2013.
138. « Les pratiques de fidélisation des fabricants de médicaments », journée d'animation organisée par l'Ordre des pharmaciens du Québec. Animation de la journée et présentation des résultats de la recherche, en collaboration avec M.-A. Gagnon, Carleton University, 25 novembre 2013, Montréal.
139. “Hydroelectricity and Regional Development. Comparison British Columbia and Quebec”, Faculty of Law, University of Victoria, 20 February 2014.
140. “Hydroelectricity Production in Canada: Where are the Local Benefits? Quebec and British Columbia”, Natural Resources Research Group, Faculty of Law, University of Bergen, Norway, 11 April 2014.
141. “Medicines Dispensation to Needy Population”, Observatory of Health Costs International Seminar, Belo Horizonte, Brazil, 28-30 April 2014.
142. “Health Care Reform in the Canadian Confederation: systematic protection of core principles and passive counter-reform”, The Faculty House, Columbia University, New York, USA, 6-7 May 2014.
143. « L'énergie éolienne au Québec : d'où et pour qui souffle le vent? », Colloque ACFAS 417 – *Transition énergétique et territoires : quels modèles pour le développement du Québec*, Université Concordia, Montréal, 15-16 mai 2014.
144. « L'énergie éolienne au Québec : pour qui souffle le vent? », FODAR, UQÀM, Montréal, 19 janvier 2015.
145. « Les municipalités québécoises et le soutien aux entreprises : back to the future », Colloque du CRDT, 13 mars 2015, Québec.
146. « Réforme du système de santé : quel serait le niveau optimal de centralisation? », animation du panel santé, *Les rencontres Maîtres chez vous*, Montréal, samedi le 14 mars 2015, HEC.
147. « La construction juridique du développement éolien au Québec », *Séminaires de la Revue internationale de droit et politiques de développement durable*, Faculté de droit, Université McGill, 23 mars 2015.
148. « Hydro-Québec : au service d'une politique énergétique ou de la politique? », avec Luc Bernier, *Politique énergétique et développement durable : du bon usage des ressources énergétiques*, colloque ACFAS, 25 mai 2015, Rimouski.
149. « L'exploitation de l'hydroélectricité en région périphérique québécoise : des modèles contre le territoire », avec M.-U. Proulx, *Développement territorial sous la loupe : ressources naturelles, gouvernance et collectivités, refonder le développement des territoires*, ACFAS, mercredi le 27 mai 2015, Rimouski.
150. « L'hydroélectricité en périphérie québécoise : des règles à géométrie variable », Conférence tricontinentale Reinventerra, *Panel Plan Nord et gestion des ressources naturelles au Québec*, UQÀM, 13 octobre 2015.

151. « La participation des médecins aux réseaux de services : miser sur une étroite collaboration », 19^e Journées annuelles de santé publique (JASP), Table ronde : « Comment aller au-delà des expériences locales? », Montréal, 9 décembre 2015.
152. « Les municipalités québécoises et le développement économique par la fiscalité : Back to the Future? », Présentation dans le cadre du cours *Politiques publiques régionales*, de Nathalie Lewis, 1^{er} avril 2016, UQAR, Rimouski.
153. « Le régime d'assurance médicaments du Québec : un exemple à éviter », Comité permanent de la santé, Chambre des Communes, Ottawa, 18 avril 2016, Édifice de la Bravoure, Ottawa. Panel *Élaboration d'un programme national d'assurance-médicaments*.
154. « Mines et énergies renouvelables au Canada : révélateurs et mutations », avec B. Campbell, *Perspectives croisées en droit et relations internationales dans les études sur l'exploitation des ressources naturelles et extractives*, mercredi le 11 mai 2016, 84^e congrès de l'ACFAS, UQÀM.
155. « Transformations in multi-level regulations and the role of stakeholders in the development of mineral resources and renewable energy: From social acceptability to the maximization of benefits », avec B. Campbell, UQAM, *Forum on Energy and Natural Resources, Imagining Canada's Future*, Colloque des sociétés savantes, Calgary, 1^{er} juin 2016.
156. « Le cadre juridique des droits hydroélectriques au Saguenay-Lac-Saint-Jean », conférence d'ouverture, Forum *Composantes du Pacte social de l'aluminium*, UQAC, Vision 2050, Saguenay, 2 septembre 2016.
157. « La fiscalité foncière de la production hydroélectrique au Saguenay-Lac-Saint-Jean », Forum *Composantes du Pacte social de l'aluminium*, UQAC, Vision 2050, Saguenay, 2 septembre 2016.
158. « Le développement de l'hydroélectricité au Québec et l'organisation municipale : du début du XX^e siècle à nos jours », Colloque international *Mobiliser et dépenser l'énergie, de l'Antiquité à nos jours*, Université Bordeaux Montaigne, Bordeaux, 8 – 10 septembre 2016.
159. « Mining and Renewable Energies : from negotiated justice to local benefits », ou « Mines et énergies renouvelables : entre la justice négociée et les retombées locales », présentation par visioconférence à travers le Canada au ministère fédéral Affaires Autochtones et Nord Canada, 9 novembre 2016 (avec B. Campbell).
160. « Mines et énergies renouvelables au Canada : un univers en transformation », Faculté de droit, SAGE, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 14 novembre 2016.
161. « Santé et municipalités : les changements législatifs à surveiller » et « Mot de clôture », Colloque *La santé et nos municipalités : l'apport du droit*, JASP, Montréal, 21 novembre 2016.
162. « Mines et énergies renouvelables au Canada : un monde de transformation », CIRDIS, UQÀM, 28 novembre 2016 (avec B. Campbell).
163. « Présentation des grands axes du projet de recherche CRSH sur l'hydroélectricité », CRDT, *Les sciences du territoire à travers les générations*, Québec, 4 mai 2017.
164. « La prise en charge médicale en 1^{ère} ligne : où va-t-on? », Colloque *La couverture publique des services de santé au Québec : des fondements à revoir?*, Facultés de droit de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke, Québec, 4 mai 2017 (avec N. Touati).

165. « Ressources naturelles et régions du Québec : pauvres parce que trop riches », Séminaire de réflexion sur le développement territorial au Québec, IRAI, jeudi le 15 juin 2017, Montréal.
166. « Politiques émergentes dans les industries extractives », *Normative orderings, contested resource claims and emergent politics in the EI sector in Africa, Asia, Latin America and Canada/ Cadres normatifs, contestations et revendications liées à la mise en valeur des ressources naturelles et politiques émergentes dans le secteur extractif en Afrique, Asie, Amérique latine, et Canada*, 29 – 30 septembre 2017, UQÀM.
167. « Municipalités et développement économique : un nouveau pacte ? », Cégep de Gaspé, Gaspé, jeudi le 26 octobre 2017 (en présence de maires, élus, préfets, gestionnaires et député de la région).
168. « La menace de la loi comme outil de gestion publique du système de santé », 15 novembre 2017, CrDG (Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance), Faculté de droit, Université de Sherbrooke (en collaboration avec N. Touati).
169. « Ces réformes qui n'ont pas eu lieu », *Cinq décennies de politiques territoriales au Québec : quel bilan ?*, Colloque du CRDT, ACFAS, 8 – 10 mai 2018, UQAC.
170. « Les villes industrielles cachées du SLSJ », *Le 'boss anglais' et les villes de compagnie : les Québécois d'expression anglaise et l'économie industrielle d'hier et d'aujourd'hui*, Colloque du QUESCREN, ACFAS, 9 mai 2018, UQAC.
171. « La proximité municipale : quel sens selon quel territoire ? », *La gouvernance de proximité : usages et sens pour le droit*, Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance, Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 17-18 mai 2018.
172. « Les défis du service public des députées et ministres », conférence-midi dans le cadre de SimulActions *Simulation d'une commission parlementaire*, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, le samedi 16 juin 2018, Assemblée nationale du Québec, Québec.
173. « Le rôle de l'État dans le développement des territoires non-métropolitains », Bar des sciences Politique et développement des territoires non-métropolitains, Saguenay, jeudi le 13 septembre 2018.
174. « Les règles fiscales qui défavorisent les régions ressources », Congrès annuel de la FQM, Centre des congrès de Montréal ; séance *En route vers la prochaine entente de partenariat Québec – Municipalités*, Congrès 2018 de la FQM, *Un Québec à l'image de ses régions*, 21 septembre 2018, Palais des Congrès de Montréal.
175. « Municipalités : pouvoirs et compétences », ENAP, Montréal, Délégation du Cameroun en voyage d'études, en collaboration avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, mardi le 25 septembre 2018, Montréal.
176. « L'organisation municipale au Québec : une réforme à double visage entre les grands centres et les régions éloignées », Faculté de droit et de science politique, Université de Reims Champagne-Ardenne, mardi le 16 octobre 2018.
177. « L'hydroélectricité du Québec et les collectivités territoriales », dans le cadre du cours de Roselyne Allemand sur le *Droit des énergies renouvelables*, mercredi le 17 octobre 2018, Université de Reims.
178. « La construction juridique de l'énergie éolienne au Québec et le rôle des municipalités », Cycle de conférences *Les collectivités territoriales et l'énergie*, jeudi le 18 octobre 2018, Université de Reims.
179. « Les compétences municipales et les chartes des droits et libertés », ENAP Gatineau, Journée SAVICO, vendredi le 2 novembre 2018.

180. « Mécanismes insolites de privatisation du système de santé », *MQRP fête ses 10 ans*, 15 novembre 2018, Thompson House, Université McGill.
181. « La périphérie québécoise : qui gouverne quoi pour qui ? », CRDT, 11^e Séminaire, La périphérie québécoise, Québec, 22 et 23 novembre 2018.
182. « La fiscalité foncière de la production hydroélectrique au SLSJ », 5 février 2019, Table des maires et préfets du SLSJ, sous la présidence de Josée Néron, mairesse de Saguenay, Alma (avec M.-U. Proulx).
183. « Les possibles enjeux constitutionnels de la proposition fédérale de régime d'assurance-médicaments », Regroupement de dirigeants syndicaux et de groupes communautaires, lundi le 15 avril 2019, FTQ, Montréal.
184. “National Implications of Legal Challenges to Public Health Care”, *Canadian Health Coalition*, Ottawa, 18 juin 2019.
185. « Le monolinguisme du droit – Traductions, trahisons, distorsions », 13^e édition de l'Institut de jurilinguistique, Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, Université McGill, vendredi le 25 octobre 2019.
186. « La dernière réforme du système de santé : mécanismes insolites révélateurs », 1^{er} Congrès annuel de l'Association québécoise des infirmières et infirmiers, *Déployer le pouvoir des infirmières*, 22 novembre 2019, Montréal.
187. « Les nouveaux pouvoirs municipaux de prélèvements monétaires et la transition énergétique en aménagement du territoire et transport terrestre », Comité redevances et taxation, coordonné par la ville de Trois-Rivières, ENAP, Québec, 15 janvier 2020 (avec F. Tremblay-Racicot).
188. « Les nouveaux pouvoirs municipaux de prélèvements monétaires et la transition énergétique en aménagement du territoire et transport terrestre – État des lieux », TEQ, Québec, 4 février 2020 (avec F. Tremblay-Racicot).
189. « Couvertures publique et privée de santé au Québec – grands principes et questions d'actualité », Atelier Égalité et discriminations dans les couvertures de santé – Étude comparée et interdisciplinaire, Comptrasec, Université de Bordeaux, 9 mars 2020.
190. « Éthique et gouvernance municipale », « Club des Elles », Groupe Femmes Politique et Démocratie, le mercredi 23 septembre 2020 (par visioconférence).
191. « Les nouveaux pouvoirs municipaux au service du développement durable », Atelier dans le cadre d'une formation écofiscalité et mobilité durable à la ville de St-Jean-sur-Richelieu. Avec F. Tremblay-Racicot, 15 octobre 2020.
192. « L'état d'urgence sanitaire au Québec : un concept énigmatique à l'image du coronavirus », Séminaire *Pandémie et territoires* de G. Brisson et K. Hébert, UQAR, jeudi le 5 novembre. Conférence ouverte au public pour le GRIDEQ. Avec M.-E. Couture-Ménard, Université de Sherbrooke.
193. « La mise en œuvre du concept d'état d'urgence sanitaire au Québec en pandémie de COVID-19 : les zones d'ombre peuvent-elles s'éclairer? », *Développements récents en droit de la santé 2020*, colloque du vendredi 27 novembre 2020 par webinaire. Audience de 120 avocats. Avec M.-E. Couture-Ménard.
194. « Fiscalité municipale », présentation dans le cadre du cours de Guy Caron, UQAR, *Politiques intersectorielles et territoire* (DEV 61218), 13 avril 2021.

195. « L'écofiscalité en matière de transports et d'aménagement : le cas des villes québécoises et canadiennes », 3^e Rencontres Francophones Transport Mobilité, 2 – 4 juin 2021, Marne-la-Vallée, France, 3 juin 2021. Par zoom (avec F. Tremblay-Racicot).
196. « La responsabilisation financière des municipalités : une condition essentielle à une territorialisation accrue », dans le cadre du Séminaire du CRDT : *Les nouvelles territorialisations*, 18 et 19 novembre 2021, Québec.
197. « Éthique et intégrité sur la scène municipale », mardi 15 mars 2022, Conférence d'ouverture pour la ville de Tunis, en collaboration avec le MRI du Qc, l'UPAC et AIF, en ligne.
198. “Chaoulli, Cambie Surgeries and the impact on Medicare”, webinaire organisé par Canadian Doctors for Medicare, MQRP & McGill Law students, 24 mai 2022, par zoom (avec K. Palmer, British-Columbia).
199. « Les nouveaux pouvoirs de prélèvements municipaux et l'écofiscalité », Atelier organisé par le Scientifique en chef du Qc et la ville de Montréal, pour les élus. Vendredi 3 juin (Les 2 autres présentateurs sont Pierre-Olivier Pineau et Justin Leroux).
200. “Péchiney in Québec and the prior negotiation of electricity rates”, Institut de l'histoire de l'aluminium, conférence de Paris, WEHC (World Economic History Conference), 25-30 juillet 2022, campus Condorcet, Paris.
201. « Les ressources minières de l'Afrique subsaharienne pourraient-elles mieux contribuer à financer l'accès aux services de santé? Pourquoi la réponse à cette question interpelle-t-elle le secteur minier du Québec et du Canada? », webinaire, 3 novembre 2022, ENAP (700 personnes inscrites).
202. « La gouvernance municipale au Québec : des enjeux multiples », série de 18 heures de cours donnés à une cohorte d'étudiants du programme de la *Gouvernance des territoires urbains* (GTU) de Science Po, Lille, hiver 2023, du 6 au 10 mars 2023.
203. « L'aluminium vert : les nouveaux habits du positionnement historique de l'aluminium du Québec », Congrès international sur l'histoire des entreprises, colloque « Les entreprises de l'aluminium face au développement durable et l'économie circulaire dans le monde francophone », Paris, 15 et 16 juin 2023.
204. “The Impact of the *Cambie* case on all Canadian regions”, webinar for CUPE National Healthcare Researcher table, BC Health Coalition, Thursday June 29 2023 (par zoom).
205. « Projet de loi 15 : impacts sur la privatisation des soins, la cogestion médicale et la participation citoyenne », Table-ronde avec Anne Plourde de l'IRIS, Lancement de la chaire de recherche du Canada en Systèmes Adaptatifs en Santé et Services sociaux de Lara Maillet, 28 septembre 2023, ENAP, Montréal.
206. « Les nouveaux pouvoirs de prélèvement des municipalités et le potentiel pour l'écofiscalité », *Le Québec et l'écofiscalité. État de la recherche et partage d'expériences*, CERGO, CIRANO, mercredi 1^{er} novembre 2023, ENAP, Montréal.

9. ACTIVITÉS INTER-UNIVERSITAIRES OU CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES PUBLICS

- A.P.D.Q. Association des professeurs de droit du Québec, (A.P.D.Q.) 1997-2000, membre de l'exécutif.
- A.Q.D.C. Association québécoise de droit comparé (A.Q.D.C.), 1998-2001, membre de l'exécutif.
- F.Q.P.P.U Déléguée de MAUT auprès de la Fédération Québécoise des professeurs et professeurs d'Université du Québec (FQPPU), 1998-2001; 2003-2004.
- Membre élue du Comité sur la liberté académique et l'autonomie universitaire (CLAAU) de la FQPPU, 1998-2000.
- Membre du Comité *ad hoc* de la FQPPU, sur la commercialisation de la recherche universitaire.
- C.A.U.T. Représentante de MAUT, en tant que Vice-présidente aux affaires extérieures, 2003-2004.

Comités de pairs pour l'évaluation des demandes de subvention de recherche :

Canadian Institutes of Health Research, 2002-2003 et 2003-2004.

Comité d'attribution des bourses de l'Institut santé et Société de l'UQÀM / Aon, 2004 - 2005; 2005 - 2006; 2006 - 2007.

Participation en tant qu'expert à consultation de la Fondation canadienne de la recherche sur les systèmes de santé, *À l'écoute III*, afin de déterminer les grandes orientations de la recherche dans le domaine des soins de santé, 26 février 2007, Montréal.

Commission de l'éthique, de la science et de la technologie du Québec

Membre du groupe de travail sur les enjeux éthiques des banques d'information génétique, 2002-2003. Publication de l'avis de la Commission : *Les enjeux éthiques des banques d'information génétiques : pour un encadrement démocratique et responsable*, 2003, 97 p.

Membre du groupe de travail sur les enjeux éthiques associés aux nouvelles technologies de surveillance et de contrôle, 2006- 2007 et 2007-2008.

Membre du groupe de travail sur les enjeux éthiques associés au don d'organes en contexte d'aide médicale à mourir, 2015.

Comité de surveillance du projet vitrine de carte à microprocesseur de la région de Laval

Présidence (nommée par la ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Madame Pauline Marois), 2000-2001.

CREPUQ Évaluation de la proposition de programme de doctorat du Département des sciences juridiques, Faculté de science politique et de droit, UQÀM, 2005-2006.

Ville de Montréal Activités de conseil au sujet de l'interprétation de projet de loi sur la réorganisation municipale (défusions), dans le cadre de la préparation de mémoires présentés en Commission parlementaire, 2003.

Commissaire à la santé et au bien-être du Québec :

Nommée à la liste de vacance de membre expert au Forum de consultation du Commissaire à la santé et au bien-être, 2008.

Nombreuses évaluations d'articles pour diverses revues académiques, 1997 — .

Membre du Comité consultatif de la *Revue de droit de la santé de McGill* (McGill Journal of Law and Health).

Membre du jury du concours vidéo parrainé par la CSN pour la confection d'un vidéo sur l'importance des services publics, 2010.

Membre du « National Working Group on the Alberta Health Act » sur les amendements proposés par le gouvernement albertain, 2010.

Membre du Groupe de travail sur les coopératives de santé, 2012-2013 (rapport remis au ministre Hébert en juillet 2013).

Commissaire à l'éthique et à la déontologie des membres de l'Assemblée nationale, assistance dans le cadre de l'enquête sur le ministre de la santé et des services sociaux, mars-juin 2015 ; et de l'ex-président du Conseil du Trésor, 2016.

Centre de recherche en développement territorial (CRDT) : membre depuis 2008, membre de l'exécutif (2017-2021).

Groupe Femmes, Politique et démocratie (GFPD) : conférencière sur l'éthique municipale, de 2010 à 2015 et membre du conseil d'administration (depuis 2020).

Professeure invitée à la Faculté de droit et science politique, Université de Reims Champagne-Ardenne, 13 au 20 octobre 2018.

Membre du Groupe d'experts de la Ville de Montréal sur la fiscalité municipale, 2022.

Professeure invitée à Sciences Po de Lille, mars 2023.

10. ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

Université McGill

MAUT (APBM), McGill Association of University Teachers, membre du Conseil, 1998 — 2001, vice-présidence aux affaires extérieures, 2003 — 2004.

Sénat de McGill, représentante de la Faculté de droit, 1999 — 2001.

Conseillère au Comité de la propriété intellectuelle de l'Université McGill, 1999 — 2000.

Membre du sous-comité pour la révision des 'McGill Tenure Regulations', 2003 — 2004.

Council of Graduate and Post-doctoral Studies, 2004 — 2007.

Supervision Working Group, GPSO, member, 2004 — 2007.

Advisory Committee for the Selection of an Associate Provost (Graduate Education) & Dean of Graduate and Postdoctoral Studies, 2005 — 2006.

Quebec Studies Program Committee, 2005 — 2007.

Faculté de droit de l'Université McGill

Comité des admissions, 1995-2000; 2003-2004.

Ateliers Annie-Macdonald-Langstaff, co-présidente, 1995 — 96; 1996 — 97.

Computer Committee, membre, 1995 — 96.

House Committee, membre, 1995 — 96.

Comité Wainwright, membre et secrétaire, 1996 — 1998.
Private Law Foundations Committee, 1997.
First Year Private Law Committee, 1998 — 1999.
Working Group on Differential Tuition Fees, 2000 — 2001.
Recruitment Committee, 2001 — 2002.
Faculty Marshall, 2001 — 2002.
Secretary, Faculty Council, 2002.
Graduate Studies Committee, 2004 — 2007.
Curriculum Committee, 2004 — 2007.
Dean's Planning Group, 2004 — 2007.

ENAP

Communauté épistémique santé, membre, 2008 – 2015.
Communauté épistémique dans le domaine municipal, membre, 2008 – 2016.
Communauté épistémique autochtone, membre, 2012 – 2015.
Comité sur l'évaluation du rôle de l'Assemblée professorale. Analyse des documents normatifs et rapport, 2010.
Comité de demandes de révision d'admissions, membre, 2009 –
Comité de sélection de personnel à la Direction des études et de la recherche, ENAP, Montréal, membre, 2009 – 2010.
Comité de recrutement de nouveaux professeurs, membre, 2012, 2014, 2017 – 2018, 2023 –
Conseil d'administration de l'ENAP, membre, 2012 – 2018.
Groupe de travail sur la réglementation des études supérieures, membre, 2017-18.
Groupe de travail sur la création de nouveaux cours, présidente, 2018 – 2019.
Comité de discipline, membre (2021 —)

11. SUBVENTIONS ET CONTRATS DE RECHERCHE

Santé, droit, et nouvelles technologies de l'information

- WG-5, Action concertée sur les cartes santé, collaboration Québec, Canada, Union européenne, subvention du Gouvernement québécois, 1994-1996.

- RISQUE (Réseautage de l'information de santé au Québec); Vaste projet de recherche multi-disciplinaire impliquant plusieurs institutions universitaires et autres du Québec, subventions du FRSQ et CRM, 1996-2003.
- Réseau FRSQ de recherche en éthique clinique, principalement Axe 3 sur l'organisation des soins de santé et la distribution des ressources, subventions du FRSQ 1999- 2002.
- NETLINK, WG-6, collaboration Québec-Union européenne, subvention de recherche du Gouvernement québécois, 1999-2000.
- Le médecin-entrepreneur au Québec, collaboration avec Lee Sodestrom, département des sciences économiques, Université McGill, subvention de recherche du FRSQ, 2000.
- Participation au Comité directeur d'une subvention de recherche VRQ, sur la constitution et l'utilisation d'une banque de données sur la périnatalité au Québec (Direction au Centre de recherche de l'Hôpital St-François d'Assises).
- Centre de bioéthique, IRCM, « La rhétorique de la réforme du système de santé au Québec », 2002-2003.
- Réseau de recherche en santé des populations et assurance privée, « Les suites de l'arrêt Chaoulli sur le système de santé du Québec », hiver 2006.
- IRSC, Subvention sur la synthèse des connaissances. « Effets des politiques publiques sur les pratiques de fin-de-vie : une revue systématique », co-chercheure (96 996\$ pour 1 an), 2013-2104. Chercheur principal : Antoine Boivin, Université de Sherbrooke.
- FIR, ENAP, (avec Nassera Touati), « Les instruments de contrôle de la pratique médicale au Québec : un inventaire pour analyse », 5 174,30\$, 2015-2016.

Secteur local, études régionales et ressources naturelles

- Le financement scolaire au Québec, en collaboration avec OREP, McGill et J. Paquette, UWO, financé par la Commission nationale des finances et de la fiscalité locales du Québec, 1997-1998.
- L'histoire de l'immeuble par destination en droit civil, 1998, subvention Wainwright (4 800\$).
- La fiscalité municipale, subvention de la Faculté de droit de l'Université McGill.
- L'histoire des exonérations et exemptions de taxes municipales, subvention de la Faculté de droit de McGill, 2000.
- Fondation du Barreau du Québec, « Les enjeux de la fiscalité locale au Québec: d'hier à demain, entre le fardeau local et l'action globale », 2001-2002 (10,000\$).
- Fonds Wainwright, « Le rôle du concept de l'immeuble dans l'histoire de la fiscalité locale au Québec », 2002-2003 (5,000\$).
- Fonds Wainwright, « L'École de Le Play et la fiscalité au Québec », été 2006, (4,800\$).

- CRSH, « Partenariats multipartites et coordination territoriale de l'action publique », avec S. Belley (chercheur principal) et G. Divay : programme de recherche 2009-2011, pour un montant total de 92 045\$.
- Recherche contractuelle avec la Ville de Saguenay, « La fiscalité des installations hydroélectriques au Saguenay Lac Saint-Jean », 2011-2012, en partenariat avec l'UQAC.
- CRSH, « Mobilisation des connaissances et réflexivité normative pour la modification des meilleures pratiques managériales municipales », 197 911\$ de 2015 à 2017. Chercheur principal : G. Divay.
- VRM « Le recadrage centralisation-décentralisation Québec-Municipalités par l'analyse des instruments législatifs », 4 174\$, 2014.
- CRDT, « L'organisation territoriale et le développement économique de la baie James sous l'impulsion du développement hydroélectrique », 2015-2016, 4 000\$.
- CRSH, Programme synthèse des connaissances, « Mutations de la réglementation multi-niveaux et du rôle des acteurs dans la mise en œuvre des ressources minières et de l'énergie renouvelable : de l'acceptabilité sociale à la maximisation des retombées », avec B. Campbell (chercheuse principale), 25 000\$, 2015-2016.
- CRSH, « L'hydroélectricité comme vecteur de développement de la périphérie québécoise : trois grandes régions, trois modèles distincts », Programme Savoir, Financement sur 4 ans : de 2016 à 2020, 275 318\$. Avec co-chercheur M.-U. Proulx, UQAC.
- Transition Énergétique Québec (TEQ), « Régimes réglementaires financés par redevance pour le bénéfice de la transition énergétique en aménagement du territoire et en transport terrestre par route ». Mandat de recherche de 75 000\$. Coordonnatrice : F. Tremblay-Racicot et autre co-chercheur : N. Jobidon.
- CRSH, Relever le défi de la mobilité durable : l'importance des processus de gouvernance multi-niveaux pour la cohérence de l'action collective : 64 851\$. Chercheuse principale : N. Touati.

Responsabilité civile et accidents du travail

- L'histoire de la *Loi sur les accidents du travail*, 1998, subvention de la Faculté de droit de McGill.
- L'histoire de l'activité législative de la 3^e République française, 1999, subvention Wainwright (220\$).
- L'histoire de la responsabilité civile, en droit civil et en *common law*, subvention Wainwright, 2000, (5 500\$).
- Le rôle de l'École de Le Play au Québec sur le régime des accidents du travail, été 2002, Fonds Wainwright, (5,000\$).

Études autochtones

- Fonds Claire L'Heureux-Dubé pour la justice sociale, «Discussion camp with Inuit women from Nunavik, on violence to women and children », été 2005 (40,000\$).
- Divers (Air Inuit, Makivik, Hydro-Québec, Ministre des affaires autochtones du Québec, Groupe Autochtonie et gouvernance, Faculté de droit, Université de Montréal, Fonds Wainwright, Faculté de droit, Université McGill), environ 50,000\$ en nature (billets d'avion de Air Inuit) ou en argent, pour le camp mentionné au point précédent. (A donné lieu à la publication en direct, d'une série d'articles en 1^{ère} page dans *Le Devoir*, du 2 août au 5 août 2005 (« Vingt-sept femmes sous la tente. Pendant quatre jours au camp Qilalugaq, femmes inuites et québécoises se rencontreront et discuteront de la réalité du Nord », etc.).

Protection des renseignements personnels

Contrat de recherche et rédaction de 34 600\$ avec la Commission d'accès à l'information du Québec, concernant la vidéosurveillance des lieux publics par les organismes publics, en collaboration avec Christian Boudreau et la DSO de l'ENAP. Rapport final : C. Boudreau, **M.-C. Prémont**, « La Commission d'accès à l'information du Québec face à la vidéosurveillance des lieux publics par les organismes publics », juin 2009, 55 p. Rapport rendu public par la Commission.

Autres questions de droit administratif

Analyse juridique concernant les difficultés d'accès au Québec à la procédure de l'interruption volontaire de grossesse, à la demande de la présidente du Conseil du statut de la femme du Québec. Dépôt le 13 août 2009 du rapport : **M.-C. Prémont**, « Les difficultés d'accès à l'avortement. Analyse juridique présentée au Conseil du statut de la femme », 16 p.

12. ÉTUDIANTS AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES

Howard Allan Baker, *The Application of Emerging Principles of International Environmental Law to Human Activities on Outer Space*, Institute of Air and Space Law, McGill University, 1996, doctoral thesis (membre du jury de thèse).

Carlos Ezequiel Aguilar Cortes, *Air Carrier Liability and Automation Issues*, 2002, LL.M., (supervision).

Robert J. Tétrault, « Évaluation médicale et sécurité sociale. Le cadre juridique de l'intervention des professionnels de la santé dans la mise en œuvre des régimes de sécurité sociale au Québec », Faculté de droit, thèse de doctorat, Université Laval, 2003 (membre du jury de thèse).

Ayumi Takizawa, *Workers' Compensation Scheme. Comparative Analysis between Japan and Ontario*, 2004, LL.M. (supervision).

Hernance Pelletier, « Analyse des stratégies budgétaires des municipalités à la lumière des facteurs structurels : mise en relation des villes de la région métropolitaine de Montréal », 2004, 307 p. plus les annexes, INRS urbanisation, culture et société, doctorat en Études urbaines (membre du jury de thèse).

Aude Delechat, *Une concurrence fiscale déloyale*, mai 2005, 103 p., LL.M. (évaluation externe).

Dararith Kim-Yeat, The impact of Cambodia's WTO agreements on the right to health under its jurisdiction, LL.M., (supervision, non complété).

Damon Stoddard, A New Canadian Intellectual Property Right: the Protection of Data Submitted for marketing Approval of Pharmaceutical Drugs, LL.M., 2006 (évaluation externe).

Alaa Naji, Diyah as a third dimension to air carrier liability conventions, D.C.L., 2007 (membre du jury de thèse).

Julie Cousineau, *L'intersection entre droit et bioéthique*, thèse de doctorat, (supervision interrompue lors de mon transfert à l'ENAP).

Nathalie Boulanger, *Responsabilité et réparation face à de nouveaux risques sociaux, environnementaux et sanitaires : le cas des cultures transgéniques au Québec*, mémoire de maîtrise, Institut des sciences de l'environnement, UQÀM, mai 2007 (évaluation externe).

Marie-Ève Chouinard, « La protection du public dans un contexte de mondialisation. La place de la question de la mobilité professionnelle », rapport de stage, septembre 2008, Stage à l'Office des professions du Québec.

Sara Veilleux, « La délégation de services publics dans le domaine de la santé au Québec », Stage à la Direction de l'évaluation du Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, 2010.

Elsa Acem, « Patients' rights law and medical technology : a comparative study of the reuse of medical devices », Département des sciences juridiques, UQÀM, membre externe du comité d'évaluation, 2010.

Pascal Lavoie, « La gouvernance du métro de Montréal : le financement des activités et des infrastructures », mémoire de maîtrise, ENAP, 2011 (direction).

Frédéric Lalande, « La fondation hospitalière au Québec : son rôle face à la mission de l'hôpital », mémoire de maîtrise, ENAP, (abandon).

Louise Tremblay, « L'implantation des comités multidisciplinaires au CHUM : difficultés et solutions », projet d'intervention, ENAP, 2012.

Cynthia Gagnon, « La planification stratégique et le Plan de développement de zone agricole de la MRC de Lotbinière », rapport de stage, ENAP, hiver 2013.

Charles-André Major, « Le renouveau de la Commission municipale », rapport de stage, ENAP, automne 2013.

Cory Verbauwhede, « Les fondements conflictuels de l'État social : la 'publicisation' du droit québécois dans le domaine de la santé de 1957 à 1970 », Département d'histoire de l'UQÀM, thèse de doctorat, co-direction (en cours, depuis 2014).

Blair Parsons, "Assessing the Management of Public Private Partnership in Infrastructure Procurement: A Complex Evolutionary Systems Theory Perspective", doctoral thesis, July 2015, 258 p. (membre du jury de doctorat).

Andréanne Godbout, « Le modèle de partenariat public-privé dans l'inspection municipale au Québec », travail dirigé, ENAP, automne 2015-16.

Simon Gauthier, *Diversité des trajectoires dans l'occupation de la périphérie nordique du Québec*, (sous la direction de M.-U. Proulx) 2017, UQAC, évaluatrice externe.

Nancy Bouchard, « Surveiller et construire : le cas de la municipalité de Baie-James comme instrument de politique publique », thèse de doctorat, direction, août 2019.

Laudan Vaezmir, « Le Collège des médecins du Québec et la protection du public : les mécanismes sont-ils adéquats ? », mémoire de maîtrise, directrice, avril 2021.

William II Paulin Bissou, « Approche par les instruments de l'action publique au Cameroun : le cas de la planification urbaine des villes de Douala et Yaoundé », thèse en co-tutelle, Université de Reims Champagne-Ardenne et Université de Yaoundé II, sciences juridiques, spécialité Droit public, membre du jury et rapporteure externe, avril 2021.

Marie Carpentier, UQÀM, Département de sciences juridiques de l'UQÀM, thèse de doctorat, « L'impact des droits de la personne sur le système de santé québécois » membre du Comité de thèse (2017 - 2020).

Sylvain Déry, ENAP, thèse de doctorat, « Gouvernance municipale et éthique », directrice (depuis automne 2018; abandon 2022).

Valérie Kelly, « Les défis de l'étalement urbain face à l'autonomie locale : étude des réformes territoriales dans la Communauté métropolitaine de Québec de 1970 à 2002 », thèse de doctorat, Université Laval, faculté de droit, co-directrice (depuis automne 2022).

Rachel Nadeau, « L'aménagement durable du territoire dans une perspective d'équité intragénérationnelle et intergénérationnelle », Université Laval, Faculté de droit et École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional, Membre du Comité d'examen de synthèse, automne 2022.

13. INTERVENTIONS DANS LES MÉDIAS

Interventions nombreuses dans les médias, surtout à la Société Radio-Canada (dont deux fois à l'émission d'affaires publiques, *Le Point*, et l'émission *La Facture*) et à plusieurs reprises dans *Le Devoir*, sur les questions de gouvernance municipale et de réformes du système de santé. Parution dans *l'Actualité* en mars 2008 et dans la revue *Protégez-vous* à l'hiver 2011.

Selon une étude réalisée Cormex, *Media Analysis Report. Canadian Universities in the Media : Winter 2006*, **M.-C. Prémont** se classe quatrième au classement "Top 10 Québec Experts" (p. 14 de l'analyse) et 11^e au classement « McGill top 30 experts » (p. 10 de l'analyse).